RCS : BAYONNE
Code greffe : 6401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BAYONNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2002 D 00056
Numéro SIREN : 317 640 605
Nom ou dénomination : GENDARCEL

Ce dépôt a été enregistré le 03/10/2016 sous le numéro de dépôt 4535

**SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE« GENDARCEL »**
**Société civile au capital de 1.524 EUR**
Siège social : Maison Berrueta - Sare -
64310 ASCAIN
SIREN 317 640 605 RCS DE BAYONNE
---

**PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DE**
**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**
**du 25 MAI 2016**

L'AN DEUX MILLE SEIZE,
Le VINGT-CINQ MAI
A ASCAIN,

Les associés de la Société dénommée **GENDARCEL,** se sont réunis au siège de la société.

Sont présents
- Madame Lise-Marie CELLIER épouse de Monsieur LOUDMER, titulaire de 50 parts sociales,
- Madame Caroline STURTZ-VERDIER, titulaire de 50 parts sociales.

seules associées de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales émises par la Société.

L'assemblée est présidée par Madame Caroline STURTZ-VERDIER, gérante,

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**ORDRE DU JOUR**

- Modification des statuts suite à la cession des 33 parts sociales détenues par Monsieur Pierre CELLIER au profit de Mme Lise-Marie CELLIER (16 parts numérotées de 33 à 48) et au profit de Mme Caroline STURTZ-VERDIER (17 parts numérotées de 49 à 64 et 97) aux termes de deux actes reçus par Me Valérie PICHON, notaire à AIX LES BAINS les 11 septembre 2015 et 20 mai 2016.
- constatation de la démission de Monsieur Pierre CELLIER de ses fonctions de gérant,
-pouvoirs

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée le texte des résolutions.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées, puis personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes :

CSV

## PREMIERE RESOLUTION

Suite aux cessions de parts intervenues les 11 septembre 2015 et 20 mai 2016, les associés décident de modifier les statuts de la manière suivante :

L'article 7 « CAPITAL SOCIAL » est désormais rédigé comme suit :

« *Le capital social est fixé à la somme de mille cinq cent vingt-quatre euros (1.524 EUR). Il est divisé en cent (100) parts sociales de quinze euros vingt-quatre (15,24 EUR), numérotées de 1 à 100, entièrement libérées réparties entre les membres de la société de la manière suivante :*

- Madame Lise-Marie CELLIER, 50 parts numérotées de 1 à 48 et 99 et 100, ci..... 50 parts
- Madame Caroline STURTZ-VERDIER, 50 parts numérotées de 49 à 98, ci ..... .....50 parts

TOTAL ..... 100 parts

Le reste sans changement.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

## DEUXIEME RESOLUTION

Les associés prennent acte de la démission de Monsieur Pierre CELLIER, de ses fonctions de gérant, constatée aux termes d'un acte reçu par Me Valérie PICHON, notaire à AIX LES BAINS le 20 mai 2016. Ils décident en conséquence de modifier l'article 17 des statuts en supprimant le nom de Monsieur Pierre CELLIER.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

## DERNIERE RESOLUTION

Tous pouvoirs sont conférés au gérant pour constater la modification définitive des statuts et au porteur d'extraits ou de copies certifiés conformes du procès-verbal constatant les décisions de la collectivité des associés à l'effet d'accomplir toutes formalités requises.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui après lecture, a été signé.

pour copie conforme
la gérante

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES DE CHAMBERY
Le 18/12/2015 Bordereau n°2015/1 779 Case n°1 Ext 5381
Enregistrement : 31 393 € Pénalités :
Plus-value : 33 280 € Pénalités :
Total liquidé : soixante-quatre mille six cent soixante-treize euros
Montant reçu : soixante-quatre mille six cent soixante-treize euros.
La Contrôleuse des finances publiques
Anne GUIMIAUX

Du 11 septembre 2015
Compte N° 943818
100358701
633/2015

**CESSION DE PARTS SOCIALES**
**de la SCI GENDARCEL**
**Par M.CELLIER au profit de Mme CELLIER**

N° GG/CC

**L'AN DEUX MILLE QUINZE,**
**LE ONZE SEPTEMBRE**
**Au siège de l'Office Notarial,**

**Maître Gilles GREFFIOZ, Notaire de la Société Civile Professionnelle «Gilles GREFFIOZ, Jean-Louis TOUVET, Stéphanie DAL DOSSO et Valérie PICHON, Notaires, associés d'une société civile professionnelle titulaire d'un Office Notarial" à AIX-LES-BAINS (Savoie), 6, Rue des Prés-Riants « Le Zénith », soussigné ,**

**A reçu le présent acte contenant CESSION DE PARTS DE SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE, à la requête de :**

Monsieur Pierre Georges **CELLIER**, gérant de société, demeurant à MEGEVE (74120) 170 Chemin du Glapet.
Né à AIX-LES-BAINS (73100) le 27 janvier 1966.
Célibataire.
Non lié par un pacte civil de solidarité.
De nationalité française.
Résident au sens de la réglementation fiscale.
est présent à l'acte.
Ci-après dénommé aux présentes sous le vocable le **CEDANT.**

**D'UNE PART**

Madame Lise-Marie Rolande Anne **CELLIER**, sans profession, épouse de Monsieur Gilles dit Guy **LOUDMER**, demeurant à SARE (64310) Villa Berrueta.

Née à AIX-LES-BAINS (73100) le 11 janvier 1951.

Mariée à la mairie de SARE (64310) le 9 juin 2012 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Christine SANCHETTE, notaire à SAINT-PEE-SUR-NIVELLE (64310), le 29 mai 2012.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

est présente à l'acte.

Ci-après dénommées aux présentes sous le vocable le **CESSIONNAIRE.**

**D'AUTRE PART**

**DECLARATIONS SUR LA CAPACITE**

Préalablement à la cession de titres de société objet des présentes, les parties, nom ou es-nom, déclarent :

- Que les indications portées aux présentes concernant leur identité sont parfaitement exactes.

- Qu'il n'existe aucune restriction à leur capacité de s'obliger par suite de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, cessation des paiements, incapacité quelconque, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné tant par la production des pièces d'état civil que de l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés et certificat de non-faillite.

Le **CEDANT** déclare que les parts cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du **CESSIONNAIRE**, et qu'aucun créancier soit de la société, soit du **CEDANT**, n'a demandé que les parts de la société présentement cédées soient nanties à son profit.

Un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, un état des nantissements de parts sociales requis du chef de la société GENDARCEL au greffe du Tribunal de commerce de BAYONNE ainsi qu'un certificat d'absence de procédure délivré par INFOGREFFE sont ci-annexés.

**EXPOSE**

Les parties ont préalablement exposé ce qui suit :

**I - Constitution de la Société**

Suivant acte sous seing privé, en date à AIX LES BAINS (Savoie), du 8 novembre 1979 (enregistré en ladite ville le 22 novembre 1979, bordereau 240 case 5, il a été constitué sous la dénomination « Société Civile Immobilière GENDARCEL » entre Monsieur Jacques CELLIER et Mademoiselle Lise-Marie CELLIER,

une société civile immobilière ayant pour objet : « *la propriété, l'acquisition, la gestion, l'administration, la disposition et l'exploitation par bail, location ou autrement d'immeubles et de biens dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement, et notamment de diverses portions dépendant d'un immeuble sis à CHAMBERY (Savoie) , place de la Gare et Quai Charles Roissard, à*

*acquérir de Madame Louise PICON, épouse de Monsieur Henri Secret, demeurant à SAINT FELIX (Haute-Savoie), la mise en valeur de ces immeubles, tous placements, de capitaux sous toutes formes y compris la souscription ou l'acquisition de toutes actions et obligations, parts sociales et en général toutes opérations ayant trait à l'objet ci-dessus défini, en tous pays, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société* ».

Cette société a été constituée pour une durée de 50 années, soit jusqu'au 17 janvier 2030 ainsi qu'il ressort de l'extrait d'immatriculation de la société, ci-annexé.

Etant ici précisé que dans ledit extrait la société est dénommée « GENDARCEL » et non « « Société Civile Immobilière GENDARCEL » comme dans les statuts.

Son siège social, initialement fixé à AIX LES BAINS (Savoie) rue du Maroc est actuellement situé Maison Berrueta à SARE(64310). Etant ici précisé que l'adresse du siège social figurant dans l'extrait kbis est : Maison Berrueta Sare 64310 Ascain.

Ladite société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BAYONNE (Pyrénées-Atlantiques), sous le numéro 317640605 depuis le 18 décembre 2001.

La société est actuellement gérée par Madame Caroline STURTZ-VERDIER, Monsieur Pierre CELLIER et Madame Lise-Marie CELLIER. La mention des trois co-gérants figure dans l'extrait Kbis de la société sus visé.

**Capital social**

Le capital social a été fixé à la constitution à la somme de 10.000,00 Francs, divisé en 100 parts, de 100,00 Francs chacune, numérotées de 1 à 100, intégralement libérées et réparties entre les associés de la façon suivante :

- Monsieur Jacques CELLIER, titulaire de 98 parts numérotées de 1 à 98, ci .....98
et intégralement libérées, soit : ..... 9.800,00 Frs
- Mademoiselle Lise-Marie CELLIER, titulaire de 2 parts numérotées de 99 à 100, ci ..... 2
et intégralement libérées, soit : ..... 200,00 Frs

Les statuts, établis aux termes de l'acte constitutif précité ont fait l'objet des modifications suivantes :

Donation-partage du 5 mai 1990 :

Par suite de l'acte reçu en date aux présentes minutes du 5 mai 1990, ci-dessous relaté, Monsieur Jacques CELLIER a fait donation entre vifs à titre de partage anticipé conformément aux articles 1075 et suivants du Code Civil à ses trois enfants, savoir :

- Mademoiselle Lise-Marie CELLIER, CESSIONNAIRE aux présentes,
- Monsieur Pierre CELLIER, CEDANT aux présentes,
- Mademoiselle Caroline VERDIER,

par égales parts entre eux, soit chacun pour un tiers de la nue-propriété de QUATRE VINGT SEIZE (96) parts qu'il détenait de la société

LNC PC

GENDARCEL.

Aux termes dudit acte, il a été attribué, savoir :

- à Madame Lise-Marie CELLIER, la nue-propriété de 32 parts numérotées de 1 à 32,
- à Monsieur Pierre CELLIER, la nue-propriété de 32 parts, numérotées de 33 à 64,
- à Mademoiselle VERDIER, la nue-propriété de 32 parts, numérotées de 65 à 96.

Partage du 13 avril 2010

Par suite de l'acte reçu en date aux présentes minutes du 13 avril 2010, ci-dessous relaté, il a été procédé au partage des biens dépendant de la succession de Monsieur Jacques CELLIER.

Aux termes dudit acte, il a notamment été attribué :

- à Monsieur Pierre CELLIER, une (1) part de la SCI GENDARCEL, numérotée 97,
- à Mme Caroline VERDIER, une (1) part de la SCI GENDARCEL, numérotée 98.

Répartition actuel du capital social

Actuellement le capital social est fixé à la somme de 1.524 Euros, divisé en 100 parts, de 15,24 Euros chacune, numérotées de 1 à 100, intégralement libérées et réparties entre les associés de la façon suivante :

- Madame Lise-Marie CELLIER, 34 parts numérotées de 1 à 32 et 99 et 100 ci..... 34 parts
- Monsieur Pierre CELLIER, 33 parts numérotées de 33 à 64 et 97, ci ..... 33 parts
- Madame Caroline STURTZ-VERDIER, titulaire de 33 parts numérotées de 65 à 96 et 98, ci ..... 33 parts

Total 100 parts

**Clause d'agrément**

Aux termes de l'article 15 des statuts, il a été stipulé ce qui suit :

" *Article 15 : Cession de parts*

*"I – La cession de parts sociales doit être constatée par écrit.*

*"La cession n'est opposable à la société qu'autant qu'elle lui aura été signifiée par acte extra-judiciaire ou qu'elle aura été acceptée par elle.*

*"II – Les cessions de parts entre associés, les cessions de parts entre ascendants et descendants et le cas échéant, les cessions de parts entre conjoints interviennent librement ; toutes autres cessions n'interviennent qu'après agrément du cessionnaire proposé par les associés se prononçant dans les conditions prévues à l'article 25 des statuts pour les décisions extraordinaires.*

.....

En conséquence, la présente cession intervenant au profit de Madame Lise-Marie CELLIER, associée, n'est pas soumise à agrément.

**Régime fiscal**

La société est soumise au régime fiscal des sociétés de personnes.

**II - Patrimoine sociétaire**

La société GENDARCEL est actuellement propriétaire des biens et droit immobiliers ci-après désignés, pour les avoir acquis aux termes d'un acte reçu par Me Pierre LEMBO, notaire à PARIS (14ème arrondissement) le 22 décembre 1998. Une copie authentique de cet acte a été publié au service de la publicité foncière de PARIS 12EME, le 22 février 1999, volume 1999P n°482.

Désignation des biens immobiliers détenus par la société

**A PARIS 2ÈME ARRONDISSEMENT 75002- 8 Impasse Saint-Denis et 9 rue Saint Sauveur** :

Un immeuble à usage principal d'habitation sur une boutique au rez de chaussée, comprenant deux bâtiments, savoir :

- l'un sur la rue Saint Sauveur, élevé en partie sur cave, d'un rez-de-chaussée, de quatre étages carrés et d'un cinquième étage lambrissé ;
- et l'autre sur l'impasse Saint Denis, élevé en partie sur cave, d'un rez-de-chaussée, de quatre étages carrés et d'un cinquième étage lambrissé.

Cour couverte au rez-de-chaussée, reliant les deux bâtiments.

cadastré :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---|---|---|---|
| AM | 112 | 8 Impasse Saint-Denis | 00 ha 01 a 89 ca |

Tels que lesdits **BIENS** existent, se poursuivent et comportent avec tous immeubles par destination pouvant en dépendre, sans aucune exception ni réserve.

Situation hypothécaire

Un renseignement sommaire hors formalité délivré le 28 janvier 2015 et certifié à la date du 23 janvier 2015 prorogé le 18 août 2015 révèle l'inscription suivante :

- hypothèque conventionnelle prise au profit de la SOCIETE GENERALE pour un montant de 400.000 euros en garantie d'un prêt consenti le 19 novembre 2009 pour une durée de 120 mois, soit jusqu'au 7 novembre 2019, suivant acte reçu par Me Gilles GREFFIOZ, notaire soussigné.

Il résulte d'un courriel de la SOCIETE GENERALE en date du 27 août 2015 portant les références suivantes « SCI GENDARCEL »», ce qui suit *« Après l'échéance de septembre le capital restant dû sera de 188 644,62 euros »*. Ce courriel est ci-annexé.

Le **CEDANT** déclare :

- que la situation hypothécaire résultant du renseignement sus visé est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.
- **être parfaitement informé que l'engagement de caution personnelle qu'il a souscrit à l'occasion de ce prêt n'est pas annulé par la présente cession.**

**CEDANT** et **CESSIONNAIRE** déclarent parfaitement connaître ledit bien et dispensent expressément le notaire soussigné d'en apporter plus ample désignation aux présentes ainsi que de requérir tout renseignement,

Inc PC

d'urbanisme, ainsi que tout diagnostics, déclarant vouloir en faire leur affaire personnelle.

**Location consentie par la société**

Ledit bien est loué suivant diverses clauses et conditions que le CESSIONNAIRE déclare parfaitement connaître, il dispense le notaire soussigné de les relater aux présentes.

**IV - Situation comptable**

Une copie du bilan et du compte de résultat détaillé de la société au 31 décembre 2014 est ci-annexée.

**V - DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

La présente aliénation ne donne pas ouverture au droit de préemption institué par l'article L 213-1 3° du Code de l'urbanisme, en effet, la société civile dont les parts sont présentement cédées étant constituée exclusivement entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus ;

**CECI EXPOSE**, il est passé à la cession de parts sociales objet des présentes.

**CESSION DE PARTS SOCIALES**

Le **CEDANT** cède sous les garanties ordinaires de fait et de droit, au **CESSIONNAIRE** qui accepte, SEIZE (16) parts sociales, numérotées de 33 à 48, qu'il détient dans la société civile immobilière GENDARCEL, sus visée, intégralement libérées.

**ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS CEDEES**

Les parts ci-après cédées appartiennent au **CEDANT** pour lui avoir été attribué sans soulte aux termes d'un acte en date aux présentes minutes du 5 mai 1990, contenant donation-partage par Monsieur Jacques Edmond Joseph CELLIER, né à AIX LES BAINS (Savoie) le 15 mai 1925, décédé ainsi qu'il sera dit ci-après, au profit de ses trois enfants dont deux sont comparants aux présentes.

Il est précisé que le partage ne comporte aucune soulte ni retour.

Il est aussi précisé que le donateur a fait réserve d'usufruit sur toutes les parts objets du contrat.

Cet acte a été enregistré à AIX LES BAINS le 14 mai 1990 bordereau 141 A9 extrait 481.

**Décès de Monsieur Jacques CELLIER**

Monsieur Jacques Edmond Joseph CELLIER, susnommé, divorcé en premières noces de Madame Jeanne Lucy Berthe Emilie ABRY et en deuxièmes noces de Madame Solange Marguerite Lucie RUBAUD, est décédé à CAROUGE (Genève) (SUISSE) le 1er décembre 2006, dans les dispositions d'un testament olographe fait à AIX LES BAINS, le 9 mars 2006 aux termes duquel il a pris des dispositions à titre particulier.

L'original de ces dispositions testamentaires a été déposé au rang des présentes minutes suivant procès-verbal d'ouverture et de description en date du 10 janvier 2007, enregistré à CHAMBERY le 24 janvier 2007, bordereau n° 2007/130, case numéro 2.

Il a laissé pour recueillir sa succession :

- Madame Lise-Marie Rolande Anne CELLIER,
- Monsieur Pierre Georges CELLIER,
- Mademoiselle Caroline VERDIER,

ses trois enfants issus savoir :

- Mademoiselle Lise-Marie CELLIER de la première union du défunt avec Madame Jeanne ABRY,
- Monsieur Pierre CELLIER de la seconde union du défunt avec Madame Solange RUBAUD,
- et Mademoiselle Caroline VERDIER, fille naturelle reconnue par le défunt aux termes d'un acte en date aux présentes minutes du 21 décembre 1979.

L'acte de notoriété constatant cette dévolution successorale a été reçu par le Maître GREFFIOZ, notaire soussigné, le 10 janvier 2007.

Il est précisé pour ordre que l'acte de partage faisant suite au décès de Monsieur Jacques CELLIER est en date aux présentes minutes du 13 avril 2010.

**PROPRIETE - JOUISSANCE**

Le **CESSIONNAIRE** est propriétaire des parts dont il s'agit à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la possession réelle.

Il participera et contribuera aux résultats sociaux à proportion des droits attachés aux parts cédées à compter de ce jour.

A cet effet, le **CEDANT** subroge le **CESSIONNAIRE** dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

**CHARGES ET CONDITIONS**

La présente cession est consentie de part et d'autre sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière.

Les parts sociales présentement cédées ne sont représentées par aucun certificat ; leur titre résulte des statuts de la société dont une copie a été remise au **CESSIONNAIRE**.

Du fait de la présente cession de parts sociales, le **CESSIONNAIRE** s'engage à se conformer aux stipulations des statuts de la société, dont il déclare avoir parfaite connaissance, ainsi qu'aux obligations légales nées de sa qualité d'associé.

Il bénéficiera en contrepartie de tous les avantages conférés à lui, du fait de sa qualité, par le pacte social et pourra participer à toutes les délibérations, accepter toutes fonctions et exercer tous droits et actions résultant de la possession des parts présentement cédées.

**PRIX**

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de **SIX CENT VINGT-SEPT MILLE HUIT CENT CINQUANTE-SIX EUROS ET QUARANTE-HUIT CENTIMES (627 856,48 EUR)**, soit la somme de **TRENTE-NEUF MILLE DEUX CENT QUARANTE ET UN EUROS ET TROIS CENTIMES (39 241,03 EUR)** euros la part.

Dont le paiement a lieu de la manière indiquée ci-après.

L'évaluation des parts présentement cédées a été fixée d'un commun accord entre les parties, aux vues d'un courrier en date du 5 juin 2015 de Madame Rosie HARRIET du cabinet SECAGEST, 2 allée des pléiades, immeuble les Pléieades, bâtiment A, à ANGLET (64600) expert-comptable de la société GENDARCEL et du bilan et compte de résultat

LAC RE

détaillé au 3 décembre 2014, le tout ci-annexé,

**PAIEMENT DU PRIX**

Le **CESSIONNAIRE** a payé le prix comptant ce jour ainsi qu'il résulte de la comptabilité de l'office notarial dénommé en tête des présentes au **CEDANT**, qui le reconnaît et lui en consent quittance sans réserve.

**DONT QUITTANCE**

**ORIGINE DES FONDS**

Le **CESSIONNAIRE** déclare avoir effectué le paiement du prix au moyen de ses fonds personnels.

**GARANTIE DE PASSIF**

Le prix ci-dessus a été fixé en considération de l'actif et du passif de la société à la date du 31 décembre 2014 ainsi que cela est indiqué ci-dessus.

Le **CEDANT** déclare :

- que la société n'a aucun passif social et notamment aucun prêt en cours ni découvert bancaire autres que ceux relatés le cas échéant aux présentes ;
- que la société a réglé l'ensemble des factures antérieures à ce jour ;
- que le patrimoine de la société ne fait l'objet d'aucune prise de garantie autre que celles pouvant le cas échéant être relatées aux présentes ;
- que la société n'a donné à ce jour aucune garantie, caution, aval pour l'exécution d'engagements contractés par des tiers, des associés ou des gérants ;
- que le gérant n'a lui-même donné à ce jour aucune garantie quelconque pour l'exécution d'engagements contractés par la société ;
- que la société a toujours respecté la législation fiscale ; qu'elle est présentement à jour de toutes obligations pécuniaires quelconques découlant de son application et qu'il n'existe aucun contentieux quelconque, actuel ou prévisible ;
- qu'il n'existe pas de compte-courant d'associé autre que ceux pouvant être relatés aux présentes.

Ces déclarations faites, le **CEDANT** s'engage envers le **CESSIONNAIRE** ou son ayant-cause au maintien de la valeur des parts cédées à la date de ce jour, et par conséquent à le dédommager au prorata du nombre de parts cédées de tout amoindrissement ou diminution de la valeur de l'actif ou de tout accroissement du passif de la société survenant postérieurement mais ayant une origine ou une cause antérieure aux présentes et résultant :

- soit d'un acte, d'une omission, d'un fait quelconque accompli, réalisé ou survenu en violation ou en contradiction avec les déclarations qui précèdent ;
- soit d'une réclamation, revendication, obligation ou évaluation à l'encontre de la société n'ayant pas fait l'objet d'une provision dans l'arrêté de comptes à la date de ce jour ;

- soit des comptes à établir postérieurement à la cession, de répartition au prorata entre **CEDANT** et **CESSIONNAIRE**, notamment pour les taxes, impôts, factures, droits, sans que cette liste soit limitative.

Cet engagement s'étend aux intérêts, pénalités, préavis, frais et dépenses fiscales ou autres quelconques et notamment aux honoraires d'avocats, de conseils, d'experts dus par la société ou le **CEDANT** à l'occasion tant de la survenance du fait générateur de la garantie que consécutifs à la mise en œuvre de celle-ci.

Pour la mise en œuvre de la garantie, les parties conviennent que le **CEDANT** sera tenu informé de toutes réclamations fiscales ou autres, de toute action contentieuse, de tout fait et événement générateurs de cette garantie. Il devra être avisé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les dix jours de la date à laquelle la société en aura connaissance, de toute vérification ou réclamation des administrations fiscales et sociales. Le **CEDANT** pourra désigner, s'il le désire, un mandataire chargé de suivre la discussion et l'instance avec l'administration ou le demandeur concurremment avec le ou les représentants de la société. Pour réclamer les sommes dues au **CEDANT**, celui-ci devra avoir donné préalablement son agrément à toute acceptation de réclamation, tout acquiescement ou toute transaction.

Les sommes dues par le **CEDANT** au **CESSIONNAIRE** en proportion des parts cédées lui seront versées dans le délai d'un mois à compter de la communication au **CEDANT** de la pièce justificative du débours telle qu'avertissement, avis de mise en recouvrement, jugement définitif, facture, sans que cette liste soit limitative.

Toutes notifications à intervenir en vertu du présent engagement de garantie seront effectuées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'Huissier de Justice.

La présente garantie ne peut en aucun cas jouer si le **CEDANT**, actionné en application de l'article 1857 du Code civil, a lui-même acquitté la dette. Elle est consentie pour une période de TRENTE-SIX (36) mois à compter des présentes, sauf en matière fiscale où elle expirera à la fin des délais de recours de l'Administration.

**SEQUESTRE**

Aucun séquestre n'a été convenu entre les parties.

**CREANCE DU CEDANT CONTRE LA SOCIETE**

De la situation comptable de la société GENDARCEL, arrêtée au 31 décembre 2014, il résulte l'existence d'un compte courant au nom du **CEDANT**, d'un montant de 186.699,52 euros.

Ce compte-courant est remboursé pour partie au **CEDANT** ainsi qu'il résulte des déclarations de Monsieur Pierre CELLIER et Madame Lise-Marie CELLIER et se trouve, à ce jour ramené à la somme de CENT SIX MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF EUROS ET CINQUANTE-DEUX CENTIMES (106 699,52 EUR).

**CESSION DE CREANCE**

Le **CEDANT** cède au **CESSIONNAIRE** qui accepte, sa créance contre la société et ce à concurrence de moitié, soit la somme de **CINQUANTE-TROIS MILLE TROIS CENT QUARANTE-NEUF EUROS ET**

**SOIXANTE-SEIZE CENTIMES (53 349,76 EUR)** qui en paie le montant aujourd'hui même par la comptabilité du notaire soussigné, le **CEDANT** en donnant bonne et valable quittance.

**DONT QUITTANCE**

Par suite, le **CESSIONNAIRE** est subrogé à due concurrence dans tous les droits du **CEDANT** sur ce compte-courant dont le solde reste appartenir à ce dernier.

**DISPENSE DE SIGNIFICATION**

Au présent acte, interviennent également en qualité de co-gérants de la société émettrice des parts cédées, Monsieur Pierre CELLIER et Madame Lise-Marie CELLIER, lesquels :

- confirment que la société n'a reçu aucune opposition et n'a connaissance d'aucun empêchement pouvant arrêter ou suspendre l'effet de la présente cession ;
- déclarent au notaire soussigné ainsi qu'aux parties, qu'ils acceptent la présente cession de parts sociales et la reconnaissent opposable à la société, dispensant ainsi de la signification prévue par l'article 1690 du Code civil.

**MISE A JOUR DES STATUTS**

Suite à la cession de parts qui précède, Madame Lise-Marie CELLIER, gérante-associée décide d'apporter les modifications suivantes aux statuts :

**a°)** L'article 7 « CAPITAL SOCIAL » est désormais rédigé comme suit :

« *Le capital social est fixé à la somme de mille cinq cent vingt-quatre euros (1.524 EUR). Il est divisé en cent (100) parts sociales de quinze euros vingt-quatre (15,24 EUR), numérotées de 1 à 100 réparties entre les membres de la société de la manière suivante :*

- Madame Lise-Marie CELLIER, 50 parts numérotées de 1 à 48 et 99 et 100.....ci 50 parts
- Monsieur Pierre CELLIER, 17 parts numérotées de 49 à 64 et 97.....ci 17 parts
- Caroline STURTZ-VERDIER, 33 parts numérotées de 65 à 96 et 98, ci ..... .....33 parts

**FORMALITES - ENREGISTREMENT**

Dépôt au Greffe du Tribunal de commerce

La formalité de dépôt au greffe du tribunal de commerce auprès duquel la société est immatriculée, d'une copie authentique du présent acte sera effectuée par le notaire soussigné aux frais du **CESSIONNAIRE**

Tous pouvoirs étant donnés à tout porteur de copies authentiques du présent acte en vue de l'accomplissement de cette formalité.

Enregistrement

En vue de l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement, le **CEDANT** déclare :

- que les parts sociales cédées n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 727 du Code général des impôts ;
- que les droits applicables sur le prix de la présente cession sont ceux définis à l'article 726 I - 2° - du Code général des impôts.

L'assiette des droits de mutation est de SIX CENT VINGT-SEPT MILLE HUIT CENT CINQUANTE-SIX EUROS ET QUARANTE-HUIT CENTIMES (627 856,48 EUR).

Par conséquent, les droits s'élèvent à : SIX CENT VINGT-SEPT MILLE HUIT CENT CINQUANTE-SIX EUROS ET QUARANTE-HUIT CENTIMES (627 856,48 EUR) X 5% = **31.393,00 EUR**

**PLUS-VALUES**

Le **CEDANT** déclare avoir été averti par le notaire soussigné que la présente cession entre dans le champ d'application des articles 150 U et suivants du Code général des impôts, la société étant à prépondérance immobilière et relève des articles 8 à 8 ter du Code général des impôts. Par suite, la plus-value taxable, si elle existe, doit être déclaré et payée à la recette des impôts lors de l'enregistrement des présentes.

Il précise être propriétaire des parts objet des présentes suivant acte en date du 5 mai 1990, sus relaté. La valeur d'origine en pleine propriété de ces parts était de cent cinquante mille sept cent quarante et un euros (150 741 euros), soit une valeur unitaire de 9.421,35 euros.

Le précédent propriétaire était Monsieur Jacques CELLIER, décédé le 1er décembre 2006.

Le **CEDANT** donne dès à présent pouvoir au notaire à l'effet de prélever sur le disponible du prix le montant de la plus-value déterminée sur l'imprimé 2048 M pour le verser au trésor public.

Il est précisé que le montant net de la plus-value immobilière visée aux articles 150 U à 150 UD du Code général des impôts doit être porté dans la déclaration de revenus numéro 2042. Dans cette hypothèse, le notaire remet au redevable de la plus-value, ou à chacun d'entre eux s'ils sont plusieurs, une copie de la déclaration 2048-IMM-SD déposée.

**Domicile fiscal**

Pour le contrôle de l'impôt, il déclare être effectivement domicilié à l'adresse sus-indiquée, dépendre actuellement du service des impôts de SALLANCHES (74700) 1259 route du Rosay CS70136 et s'engager à signaler à ce dernier tout changement d'adresse.

**FRAIS**

Les frais, droits et honoraires du présent acte et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge du **CESSIONNAIRE**.

**ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure ou siège respectif.

**AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu. Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance, le présent acte n'est modifié ou contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

**MENTION LEGALE D'INFORMATION**

L'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Pour la réalisation de la finalité précitée, vos données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les partenaires légalement habilités tels que les services de la publicité foncière de la DGFIP,
- les offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales.

Pour les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013, les informations relatives à l'acte, au bien qui en est l'objet, aux montants de la transaction, des taxes, frais et commissions seront transmises au Conseil supérieur du notariat ou à son délégataire pour être transcrites dans une base de données immobilières.

En vertu de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du correspondant Informatique et Libertés désigné par l'office à : cil@notaires.fr.

**FORMALISME LIE AUX ANNEXES**

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

**DONT ACTE sur douze pages**

**Comprenant** **Paraphes**

- renvoi approuvé : 0
- blanc barré : 0
- ligne entière rayée : 0
- nombre rayé : 0
- mot rayé : 0

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire soussigné.

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BAYONNE

# E T A T  D E S  I N S C R I P T I O N S

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR



DU CHEF DE GENDARCEL
Société civile
Maison Berrueta
Sare
64310 Ascain

ACTIVITE Propriété gestion acquisition administration disposition et exploitation par bail location ou

Référence 317 640 605 (2002 D 56)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHIE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : MES GREFFIOZ TOUVET

| | |
|---|---|
| ETAT DES INSCRIPTIONS DE NANTISSEMENT DE PARTS DE SOCIETE CIVILE | NEANT |
| ETAT DES INSCRIPTIONS P R O V I S O I R E DE NANTISSEMENT DE PARTS DE SOCIETE | NEANT |

TRIBUNAL DE COMMERCE
GREFFE

ANNEXÉ à la minute
d'un acte reçu le :
1 SEP. 2015
par le notaire soussigné.

COUT HT : 2.60 EUR
POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BAYONNE A CE JOUR
Délivré le 04/09/2015 à 09:53. LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BAYONNE

ETAT DU CHEF DE : GENDARCEL - Maison Berrueta-Sare-64310 Ascain
DEMANDE PAR : MES GREFFIOZ TOUVET

**Greffe du Tribunal de Commerce de Bayonne**
BP 18180
64181 BAYONNE

N° de gestion 2002D00056

*Extrait Kbis*

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**
à jour au 7 septembre 2015

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

| | |
|---|---|
| *Immatriculation au RCS, numéro* | 317 640 605 R.C.S. Bayonne |
| *Date d'immatriculation* | 08/02/2002 |
| *Dénomination ou raison sociale* | **GENDARCEL** |
| *Forme juridique* | Société civile |
| *Capital social* | 1 524,00 Euros |
| *Adresse du siège* | Maison Berrueta Sare 64310 Ascain |
| *Durée de la personne morale* | Jusqu'au 17/01/2030 |

ANNEXÉ à la minute d'un acte reçu le 11 SEP. 2015 par le notaire soussigné.

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES**

***Gérant - Associé***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | CELLIER Lise-Marie |
| *Date et lieu de naissance* | Le 11/01/1951 à AIX LES BAINS (73) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | MAISON BERRUETA SARE 64310 ASCAIN |

***Gérant - Associé***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | VERDIER Caroline |
| *Nom d'usage* | STURTZ VERDIER |
| *Date et lieu de naissance* | Le 10/03/1975 à Annecy (74) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | 39 - 47 rue du DR Blanche ( 75016 Paris 16 |

***Gérant - Associé***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | CELLIER Pierre |
| *Date et lieu de naissance* | Le 27/01/1966 à Aix-les-Bains (73) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | 170 chemin du Glapet 74120 Megève |

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

| | |
|---|---|
| *Adresse de l'établissement* | Maison Berrueta Sare 64310 Ascain |
| *Activité(s) exercée(s)* | Propriété gestion acquisition administration disposition et exploitation par bail location ou Atrement d'immeubles et de biens |
| *Date de commencement d'activité* | 18/12/2001 |
| *Origine du fonds ou de l'activité* | TRANSFERT DE SIEGE (ORIGINE HORS RESSORT) DE MEGECE (74120) 30 CHEMIN DES DARBELETS DEMIS QUARTIER RCS BONNEVILLE D 317 640 605 - 99D 203 A : SARE MAISON BERRUETA A COMPTER DU 18.12.01 |
| *Mode d'exploitation* | Exploitation directe |

**OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

| | |
|---|---|
| *- Mention n° 6247 du 18/11/2009* | Modification relative aux personnes dirigeantes et non dirigeantes à compter du 30.10.2009<br>Partant : CELLIER Jacques, Co-Gérant (décédé le 01.12.2006)<br>Nouveau : STURTZ VERDIER Caroline, Gérant associé |

N° de gestion 2002D00056

Nouveau : CELLIER Pierre, Gérant associé

Changement de qualité : CELLIER Lise-Marie, Co-Gérant devient Gérant associé

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

TRIBUNAL DE COMMERCE
GREFFE

16

# SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

## GENDARCEL

Imprimer

317 640 605 R.C.S. BAYONNE
**Adresse :** MAISON BERRUETA SARE 64310 ASCAIN
**Activité (code NAF):** Location de logements

---

**Le Greffier du Tribunal de Commerce de BAYONNE certifie que les recherches faites sur le registre du commerce et des sociétés pour les personnes immatriculées à ce registre et sur le répertoire général des affaires de la juridiction pour les personnes non immatriculées relativement à des procédures de :**

- Règlement judiciaire et Liquidation des biens (Loi du 13/07/1967)
- Redressement et Liquidation Judiciaire (Loi du 25/01/1985)
- Sauvegarde, Redressement et Liquidation Judiciaire (Loi du 26/07/2005)

concernant l'entreprise ci-dessus ont donné pour résultat :

NEANT

**Certificat délivré sous réserve :**

- de toute procédure collective ouverte par une autre juridiction et non portée à la connaissance du greffe ;
- de toute procédure collective dont les mentions au R.C.S. ont été radiées en application de l'un des articles suivants : R. 626-20, R. 123-135, ou R. 123-154 du Code de Commerce ; 36-1 ou 71 du décret n° 84-406 du 30 mai 1984 ;
- de toute radiation, non portée à la connaissance du greffe, de mentions inscrites à d'autres registres ou répertoires.

**Document délivré le**

Ces informations sont à jour à la date du 03/09/2015

**POUR RECEVOIR UN CERTIFICAT EN MATIÈRE DE PROCÉDURE COLLECTIVE DÉLIVRÉ ET CERTIFIÉ PAR LE GREFFIER**

CERTIFICAT AJOUTÉ

ANNEXÉ à la minute
d'un acte reçu le :
11 SEP. 2015
par le notaire soussigné.

**CURTELIN Claire-Anaïs**

**De:** Lise-Marie CELLIER <lise-marie2@wanadoo.fr>
**Envoyé:** jeudi 27 août 2015 17:03
**À:** 'CURTELIN Claire-Anaïs'
**Objet:** TR: SCI GENDARCEL
**Pièces jointes:** TA SCI GENDARCEL.pdf

ANNEXÉ à la minute
d'un acte reçu le :
11 SEP. 2015
par le notaire soussigné.

Bonjour,

Je vous transfère le mail de la Société génerale concernant le prêt à la SCI Gendarcel.
Cordialement.
Lise-Marie Cellier

---

**De :** LE BIHAN VALERIE [mailto:Valerie.Le-Bihan@socgen.com]
**Envoyé :** jeudi 27 août 2015 11:21
**À :** 'Lise-Marie CELLIER'
**Objet :** RE: SCI GENDARCEL

Bonjour Madame,

Vous trouverez ci-jointe le tableau d'amortissement du prêt. Après l'échéance de septembre le capital restant dû sera de 188 644.62 € .

Cordialement.

**Valérie LE BIHAN**
valerie.le-bihan@socgen.com
Directeur d'Agence
12 place Carnot BP 531
73105 AIX LES BAINS
**Tel : : +33 (0)4.79 35 70 40 - Fax : +33 (0)4 79 88 34 94**

---

**De :** Lise-Marie CELLIER [mailto:lise-marie2@wanadoo.fr]
**Envoyé :** mercredi 26 août 2015 16:43
**À :** LE BIHAN VALERIE 00571*65
**Objet :** RE: SCI GENDARCEL

Oui merci.

---

**De :** LE BIHAN VALERIE [mailto:Valerie.Le-Bihan@socgen.com]
**Envoyé :** mercredi 26 août 2015 16:32
**À :** 'Lise-Marie CELLIER'
**Objet :** RE: SCI GENDARCEL

Bonjour Madame,

Souhaitez vous avoir le capital restant dû ?

Cordialement.

**Valérie LE BIHAN**
valerie.le-bihan@socgen.com
Directeur d'Agence
12 place Carnot BP 531
73105 AIX LES BAINS
**Tel : : +33 (0)4.79 35 70 40 - Fax : +33 (0)4 79 88 34 94**

---

**De :** Lise-Marie CELLIER [mailto:lise-marie2@wanadoo.fr]
**Envoyé :** mercredi 26 août 2015 16:30
**À :** LE BIHAN VALERIE 00571*65
**Objet :** RE: SCI GENDARCEL

Bonjour,

Mon notaire me demande le solde du prêt de 400 000 € du 19 novembre 2009 , consenti par la Générale à la SCI Gendarcel.
Merci d'avance.
Cordialement.
Lise-Marie Cellier.

---

**De :** LE BIHAN VALERIE [mailto:Valerie.Le-Bihan@socgen.com]
**Envoyé :** vendredi 31 juillet 2015 11:58
**À :** 'Lise-Marie CELLIER'
**Objet :** RE: SCI GENDARCEL

Bonjour Madame,

Je reviens vers vous dans la journée.

La pratique est de séquestrer les fonds et de les débloquer aux entreprises au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Cordialement

**Valérie LE BIHAN**
valerie.le-bihan@socgen.com
Directeur d'Agence
12 place Carnot BP 531
73105 AIX LES BAINS
**Tel : : +33 (0)4.79 35 70 40 - Fax : +33 (0)4 79 88 34 94**

secagest | Expert Comptable Conseil Audit

ANNEXÉ à la minute
d'un acte reçu le :
11 SEP. 2015
par le notaire soussigné.

Maître Gilles GREFFIOZ
Notaires et Associés
6 Rue DES Prés-Riants
B.P. 119
73101 AIX-LES-BAINS CEDEX

Nos réf : MCV/RH
Courrier + email

Anglet le 5 juin 2015

Chère Maître,

Suite à votre courrier du 16 avril 2015, je vous adresse l'évaluation de la valeur unitaire de la part de la SCI GENDARCEL, MAISON BERRUETA, SARE (64310).

Vous nous avez transmis la valeur du bien immobilier appartenant à la SCI GENDARCEL retenu dans le rapport d'expertise en votre possession réalisé dans le courant du mois de février 2015 pour un montant de 4.870.000 euros.

Vous trouverez ci-joint les éléments de calcul ayant permis d'établir la valeur unitaire de la part à la date du 31/12/2014 pour 39 241,03 euros.

Vous noterez que la valorisation globale pour Monsieur Pierre CELLIER s'établit à 1 294 953,99 euros en fonction des comptes sociaux arrêtés au 31/12/2014.

Nous avons considéré que les résultats acquis enter le 1er janvier 2015 et la date de la cession des parts sociales projetée seront au profit du cessionnaire.

La position du compte courant d'associé de Monsieur Pierre CELLIER inscrit dans les comptes de la SCI GENDARCEL au 31/12/2014 s'élève à 181 593,97 euros, Le montant après affectation du résultat proportionnellement au pourcentage de détention du capital, soit 33.00 % (33 parts sur les 100 parts existantes), est de 186 699,52 euros.
A la date de cession, cette valeur de compte courant d'associé devra être diminué des prélèvements effectués entre le 1er janvier 2015 et la date effective de la cession des parts,

Nous restons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Nous vous prions de recevoir, cher Maître, à nos plus sincères cordiales salutations,

Rosie HARRIET
Expert-comptable associée

.PJ : Bilan et compte résultat détaillé au 31/12/2014 de la SCI GENDARCEL
Tableau de la méthode de valorisation de la part unitaire de la SCI GENDARCEL

/n c pc

**EVALUATION SCI GENDARCEL 31/12/2014**

**Hypothèse d'évaluation retenue au 31/12/2014 :**
La SCI distribue aux associés tous les ans le résultat
Les capitaux propres sont retenus pour le capital social
Le prix de cession est déterminé au 31/12/2014, le compte courant de l'associé sortant est augmenté de la distribution du 31/12/2014 pour sa quote part de 33,33%
Les résultats acquis entre le 1er janvier 2015 et la date de cession seront au profit du cessionnaire
La valorisation du bien expertisé à 4,870,000 €

| | |
|---|---|
| Valeur du bien immobilier | 4 870 000,00 |
| créances exigibles | 148 688,00 |
| dettes exigibles | -1 079 114,00 |
| Résultat 2014 à répartir | -15 471,00 |
| Valeur de la société 31/12/2014 | 3 924 103,00 |
| **soit valeur de la part (33) sur au total 100 parts** | **39 241,03** |
| Prix de cession des 33 parts appartenant à Pierre CELLIER | **1 294 953,99** |

| | | |
|---|---|---|
| Valeur du cpte courant d'associé au 31/12/2014 après affectation du resultat 2014 | | 181 593,97 |
| Resultat 2014 | 15471,37 | 5 105,55 |
| repartition Pierre CELLIER | 5105,5521 | |
| Total du compte courant d'associé | | 186 699,52 |

Cette valeur du compte courant d'associé devra être diminué des prélèvements effectués entre le 1er janvier 2015 et la date de cession des parts,

REPARTITION CAPITAL PIERRE CELLIER 33,00%

LPL PC

**SCI GENDARCEL**

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014

# BILAN ACTIF

Présenté en Euros

| ACTIF | Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois) | | | | Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Brut | Amort. & Prov | Net | % | Net | % |
| Capital souscrit non appelé (0) | | | | | | |
| ***Actif Immobilisé*** | | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | | |
| Recherche et développement | | | | | | |
| Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires | | | | | | |
| Fonds commercial | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Terrains | | | | | | |
| Constructions | 1 630 552 | 683 131 | 947 421 | 88,43 | 991 593 | 78,66 |
| Installations techniques, matériel & outillage industriels | | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 4 783 | 4 783 | | | | |
| Immobilisations en cours | | | | | | |
| Avances & acomptes | | | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équivalence | | | | | | |
| Autres Participations | | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | | |
| Prêts | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | | | |
| ***TOTAL (I)*** | ***1 635 335*** | ***687 913*** | ***947 421*** | 86,43 | ***991 593*** | 78,66 |
| ***Actif circulant*** | | | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | | | |
| En cours de production de biens | | | | | | |
| En cours de production de services | | | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | | | |
| Marchandises | | | | | | |
| Avances & acomptes versés sur commandes | | | | | 30 000 | 2,38 |
| Clients et comptes rattachés | 9 750 | | 9 750 | 0,89 | 18 293 | 1,45 |
| Autres créances | | | | | | |
| . Fournisseurs débiteurs | | | | | 171 | 0,01 |
| . Personnel | | | | | | |
| . Organismes sociaux | | | | | | |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | | | | | | |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | 15 382 | | 15 382 | 1,40 | 14 633 | 1,16 |
| . Autres | 10 696 | | 10 696 | 0,98 | 10 503 | 0,83 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | | | |
| Disponibilités | 112 860 | | 112 860 | 10,30 | 195 415 | 15,50 |
| Charges constatées d'avance | | | | | | |
| ***TOTAL (II)*** | ***148 688*** | | ***148 688*** | 13,57 | ***269 015*** | 21,34 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | | | | | | |
| Ecarts de conversion actif (V) | | | | | | |
| ***TOTAL ACTIF (0 à V)*** | ***1 784 023*** | ***687 913*** | ***1 096 110*** | 100,00 | ***1 260 608*** | 100,00 |

Inc AC

**SCI GENDARCEL**

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014

# BILAN PASSIF

Présenté en Euros

| PASSIF | Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois) | |
|---|---|---|---|---|
| ***Capitaux propres*** | | | | |
| Capital social ou individuel ( dont versé : 1 524 ) | 1 524 | 0,14 | 1 524 | 0,12 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport ... | | | | |
| Ecarts de réévaluation | | | | |
| Réserve légale | | | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| Réserves réglementées | | | | |
| Autres réserves | | | | |
| Report à nouveau | | | | |
| ***Résultat de l'exercice*** | ***15 471*** | 1,41 | ***106 320*** | 8,43 |
| Subventions d'investissement | | | | |
| Provisions réglementées | | | | |
| ***TOTAL(I)*** | ***16 996*** | 1,55 | ***107 844*** | 8,55 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | | |
| Avances conditionnées | | | | |
| ***TOTAL(II)*** | | | | |
| ***Provisions pour risques et charges*** | | | | |
| Provisions pour risques | | | | |
| Provisions pour charges | | | | |
| ***TOTAL (III)*** | | | | |
| ***Emprunts et dettes*** | | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres Emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | | |
| . Emprunts | 218 914 | 19,97 | 257 930 | 20,46 |
| . Découverts, concours bancaires | | | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | | | |
| . Divers | | | | |
| . Associés | 809 928 | 73,89 | 815 608 | 64,70 |
| Avances & acomptes reçus sur commandes en cours | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 40 | 0,00 | 30 173 | 2,39 |
| Dettes fiscales et sociales | | | | |
| . Personnel | | | | |
| . Organismes sociaux | | | | |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | | | | |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | 1 201 | 0,11 | 1 396 | 0,11 |
| . Etat, obligations cautionnées | | | | |
| . Autres impôts, taxes et assimilés | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes | 49 031 | 4,47 | 47 658 | 3,78 |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| ***TOTAL(IV)*** | ***1 079 114*** | 98,45 | ***1 152 764*** | 91,45 |
| Ecart de conversion passif (V) | | | | |
| ***TOTAL PASSIF (I à V)*** | ***1 096 110*** | 100,00 | ***1 260 608*** | 100,00 |

Enc pc

# COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014 — Présenté en Euros

| COMPTE DE RÉSULTAT | France | Exportation | Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois) Total | % | Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois) Total | % | Variation absolue (12 / 12) Variation | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ventes de marchandises | | | | | | | | |
| Production vendue biens | | | | | | | | |
| Production vendue services | 178 226 | | 178 226 | 100,00 | 179 036 | 100,00 | -810 | -0,44 |
| **Chiffres d'Affaires Nets** | **178 226** | | **178 226** | 100,00 | **179 036** | 100,00 | **-810** | -0,44 |
| Production stockée | | | | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | | | | | |
| Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges | | | 13 222 | 7,42 | 17 857 | 9,97 | -4 635 | -25,95 |
| Autres produits | | | 20 | 0,01 | 1 | 0,00 | 19 | N/S |
| ***Total des produits d'exploitation (I)*** | | | ***191 468*** | 107,43 | ***196 894*** | 109,97 | ***-5 426*** | -2,75 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | | | | | |
| Variation de stock (matières premières et autres approv.) | | | | | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 108 783 | 61,04 | 22 106 | 12,35 | 86 677 | 392,10 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 7 934 | 4,45 | 7 839 | 4,38 | 95 | 1,21 |
| Salaires et traitements | | | | | | | | |
| Charges sociales | | | | | | | | |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | | 44 171 | 24,78 | 44 304 | 24,75 | -133 | -0,29 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | | | | | | | | |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | | | | | | |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | | | | | | | | |
| Autres charges | | | 236 | 0,13 | | | 236 | N/S |
| ***Total des charges d'exploitation (II)*** | | | ***161 124*** | 90,40 | ***74 249*** | 41,47 | ***86 875*** | 117,00 |
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)** | | | **30 344** | 17,03 | **122 645** | 68,50 | **-92 301** | -75,25 |
| **Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun** | | | | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances | | | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | | | |
| Différences positives de change | | | | | | | | |
| Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement | | | | | | | | |
| ***Total des produits financiers (V)*** | | | | | | | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | | | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | 14 873 | 8,35 | 16 325 | 9,12 | -1 452 | -8,88 |
| Différences négatives de change | | | | | | | | |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements | | | | | | | | |
| ***Total des charges financières (VI)*** | | | ***14 873*** | 8,35 | ***16 325*** | 9,12 | ***-1 452*** | -8,88 |
| **RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)** | | | **-14 873** | -8,34 | **-16 325** | -9,11 | **1 452** | 8,89 |
| **RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)** | | | **15 471** | 8,68 | **106 320** | 59,38 | **-90 849** | -85,44 |

LMC PC

**SCI GENDARCEL**

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014

# COMPTE DE RÉSULTAT

Présenté en Euros

| COMPTE DE RÉSULTAT ( suite ) | Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois) | | Variation absolue (12 / 12) | % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| ***Total des produits exceptionnels (VII)*** | | | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | | | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | | | | | |
| ***Total des charges exceptionnelles (VIII)*** | | | | | | |
| **RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)** | | | | | | |
| Participation des salariés (IX) | | | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | | | | | | |
| ***Total des Produits (I+III+V+VII)*** | ***191 468*** | 107,43 | ***196 894*** | 109,97 | ***-5 426*** | -2,75 |
| ***Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)*** | ***175 997*** | 98,75 | ***90 574*** | 50,59 | ***85 423*** | 94,31 |
| **RÉSULTAT NET** | **15 471** *Bénéfice* | 8,68 | **106 320** *Bénéfice* | 59,38 | **-90 849** | -85,44 |
| Dont Crédit-bail mobilier | | | | | | |
| Dont Crédit-bail immobilier | | | | | | |

Lu PC

# BILAN ACTIF

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014 DÉTAILLÉ Présenté en Euros

| ACTIF | Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois) | | | | Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Brut | Amort. & Prov | Net | % | Net | % |
| Capital souscrit non appelé (0) | | | | | | |
| ***Actif Immobilisé*** | | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | | |
| Recherche et développement | | | | | | |
| Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires | | | | | | |
| Fonds commercial | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Terrains | | | | | | |
| Constructions | **1 630 552** | **683 131** | **947 421** | 86,43 | **991 593** | 78,66 |
| *213100 BATIMENTS* | *1 541 325* | | *1 541 325* | 140,62 | *1 541 325* | 122,27 |
| *213140 LOCAUX COMMERCIAUX* | *89 227* | | *89 227* | 8,14 | *89 227* | 7,08 |
| *281300 AMORT CONST.APPARTEMENTS* | | *648 555* | *-648 555* | -59,16 | *-606 615* | -48,11 |
| *281400 AMORT CONST. LOCAUX COMMERC.* | | *34 575* | *-34 575* | -3,14 | *-32 345* | -2,56 |
| Installations techniques, matériel & outillage industriels | | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | **4 783** | **4 783** | | | | |
| *218100 INSTALLATIONS GENERALES DIVERS* | *4 783* | | *4 783* | 0,44 | *4 783* | 0,38 |
| *281810 AMORT.INST.AMENAGEMENTS DIVERS* | | *4 783* | *-4 783* | -0,43 | *-4 783* | -0,37 |
| Immobilisations en cours | | | | | | |
| Avances & acomptes | | | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équivalence | | | | | | |
| Autres Participations | | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | | |
| Prêts | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | | | |
| ***TOTAL (I)*** | ***1 635 335*** | ***687 913*** | ***947 421*** | 86,43 | ***991 593*** | 78,66 |
| ***Actif circulant*** | | | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | | | |
| En cours de production de biens | | | | | | |
| En cours de production de services | | | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | | | |
| Marchandises | | | | | | |
| Avances & acomptes versés sur commandes | | | | | **30 000** | 2,38 |
| *409100 FOUR AVANCES ACOMPTES COMMANDE* | | | | | *30 000* | 2,38 |
| Clients et comptes rattachés | **9 750** | | **9 750** | 0,89 | **18 293** | 1,45 |
| *411000 CLIENTS D'EXPLOITATION* | *9 750* | | *9 750* | 0,89 | *18 293* | 1,45 |
| Autres créances | | | | | | |
| . Fournisseurs débiteurs | | | | | **171** | 0,01 |
| *401000 FOURNISSEURS COLLECTIFS* | | | | | *171* | 0,01 |
| . Personnel | | | | | | |
| . Organismes sociaux | | | | | | |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | | | | | | |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | **15 382** | | **15 382** | 1,40 | **14 633** | 1,16 |
| *445660 TVA DEDUCTIBLE S/ABS* | *14 440* | | *14 440* | 1,32 | *14 440* | 1,15 |
| *445661 TVA DEDUCTIBLE PRORATA 9.278%* | *942* | | *942* | 0,09 | *192* | 0,02 |
| . Autres | **10 696** | | **10 696** | 0,98 | **10 503** | 0,83 |
| *455600 SCI PARICEL* | *3 100* | | *3 100* | 0,28 | *3 100* | 0,25 |
| *478000 CHARGES DE COPROPRIETE* | *4 241* | | *4 241* | 0,39 | *4 241* | 0,34 |
| *478001 CHARGES ALINA* | *31* | | *31* | 0,00 | *31* | 0,00 |
| *478012 CHARGES GEBEL VERON* | *507* | | *507* | 0,05 | *507* | 0,04 |



Encpc

**SCI GENDARCEL**

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014

# BILAN ACTIF

DETAILLE Présenté en Euros

| ACTIF | Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois) | | | | Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Brut | Amort. & Prov | Net | % | Net | % |
| *478014 CHARGES PHONGSA* | *55* | | *55* | 0,01 | *55* | 0,00 |
| *478018 CHARGES DELAVAL* | *118* | | *118* | 0,01 | *118* | 0,01 |
| *478023 CHARGES GAN MARIENNEAU* | *404* | | *404* | 0,04 | *404* | 0,03 |
| *478028 CHARGES LAVIGNE/POIRIER* | *272* | | *272* | 0,02 | *272* | 0,02 |
| *478031 CHARGES MARAGE* | *50* | | *50* | 0,00 | *50* | 0,00 |
| *478032 CHARGES LOCATIVES BEGUE* | *332* | | *332* | 0,03 | *332* | 0,03 |
| *478035 CHARGES LOCATIVES BEN AROUS* | | | | | *181* | 0,01 |
| *478133 CHARGES LOCATIVES BOUGES* | *375* | | *375* | 0,03 | | |
| *478134 CHARGES LOCATIVES BROWN* | *571* | | *571* | 0,05 | *571* | 0,05 |
| *478137 CHARGES LOCATIVES SEMERIKOVA* | *362* | | *362* | 0,03 | *362* | 0,03 |
| *478138 CHARGES LOCATIVES BARTHALON* | *249* | | *249* | 0,02 | *249* | 0,02 |
| *488707 HAREL EKRETSMANN* | *30* | | *30* | 0,00 | *30* | 0,00 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | | | |
| Disponibilités | **112 860** | | **112 860** | 10,30 | **195 415** | 15,50 |
| *512100 SOCIETE GENERALE 00020112292* | *112 860* | | *112 860* | 10,30 | *195 415* | 15,50 |
| Charges constatées d'avance | | | | | | |
| ***TOTAL (II)*** | ***148 688*** | | ***148 688*** | 13,57 | ***269 015*** | 21,34 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | | | | | | |
| Ecarts de conversion actif (V) | | | | | | |
| ***TOTAL ACTIF (0 à V)*** | ***1 784 023*** | ***687 913*** | ***1 096 110*** | 100,00 | ***1 260 608*** | 100,00 |

JUC PC

# BILAN PASSIF

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014 DÉTAILLÉ Présenté en Euros

| PASSIF | Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois) | |
|---|---|---|---|---|
| ***Capitaux propres*** | | | | |
| Capital social ou individuel ( dont versé : 1 524 ) | **1 524** | 0,14 | **1 524** | 0,12 |
| *101300 CAPITAL SOC.SOUSCR.APP.VERSE* | *1 524* | 0,14 | *1 524* | 0,12 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport ... | | | | |
| Ecarts de réévaluation | | | | |
| Réserve légale | | | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| Réserves réglementées | | | | |
| Autres réserves | | | | |
| Report à nouveau | | | | |
| ***Résultat de l'exercice*** | ***15 471*** | 1,41 | ***106 320*** | 8,43 |
| Subventions d'investissement | | | | |
| Provisions réglementées | | | | |
| ***TOTAL(I)*** | ***16 996*** | 1,55 | ***107 844*** | 8,55 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | | |
| Avances conditionnées | | | | |
| ***TOTAL(II)*** | | | | |
| ***Provisions pour risques et charges*** | | | | |
| Provisions pour risques | | | | |
| Provisions pour charges | | | | |
| ***TOTAL (III)*** | | | | |
| ***Emprunts et dettes*** | | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres Emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | | |
| . Emprunts | **218 914** | 19,97 | **257 930** | 20,46 |
| *164100 EMPRUNT SOCIETE GENERALE 40000* | *218 914* | 19,97 | *257 930* | 20,46 |
| . Découverts, concours bancaires | | | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | | | |
| . Divers | | | | |
| . Associés | **809 928** | 73,89 | **815 608** | 64,70 |
| *455120 CPTE COURANT L MARIE CELLIER* | *355 329* | 32,42 | *343 180* | 27,22 |
| *455300 CPTE COURANT PIERRE CELLIER* | *181 594* | 16,57 | *210 508* | 16,70 |
| *455400 CPTE COURANT CAROLINE VERDIER* | *255 436* | 23,30 | *244 351* | 19,38 |
| *455500 SCI DU COLOMBIER* | *17 569* | 1,60 | *17 569* | 1,39 |
| Avances & acomptes reçus sur commandes en cours | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | **40** | 0,00 | **30 173** | 2,39 |
| *401000 FOURNISSEURS COLLECTIFS* | *40* | 0,00 | *30 173* | 2,39 |
| Dettes fiscales et sociales | | | | |
| . Personnel | | | | |
| . Organismes sociaux | | | | |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | | | | |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | **1 201** | 0,11 | **1 396** | 0,11 |
| *445510 TVA A DECAISSER* | *1 166* | 0,11 | *784* | 0,06 |
| *445713 TVA COLLECTEE 20%* | *35* | 0,00 | *612* | 0,05 |
| . Etat, obligations cautionnées | | | | |
| . Autres impôts, taxes et assimilés | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes | **49 031** | 4,47 | **47 658** | 3,78 |

SCI GENDARCEL

# BILAN PASSIF

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014

DÉTAILLÉ. Présenté en Euros

| PASSIF | Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois) | |
|---|---|---|---|---|
| 411000 CLIENTS D'EXPLOITATION | 3 805 | 0,35 | 2 642 | 0,21 |
| 478010 CHARGES FOURNIER | 803 | 0,07 | 978 | 0,08 |
| 478016 CHARGES LEBAILLY | 46 | 0,00 | 46 | 0,00 |
| 478017 CHARGES VERDIER | 17 | 0,00 | 17 | 0,00 |
| 478026 CHARGES VANACORE | 1 034 | 0,09 | 1 034 | 0,08 |
| 478027 CHARGES COTON COMPANY | 2 652 | 0,24 | 2 652 | 0,21 |
| 478030 CHARGES AUBOSSU | 774 | 0,07 | 774 | 0,06 |
| 478035 CHARGES LOCATIVES BEN AROUS | 1 044 | 0,10 | | |
| 478040 CHARGES MAILLE CONCEPT | 1 789 | 0,16 | 1 497 | 0,12 |
| 478043 CHARGES PARIENTI | 995 | 0,09 | 1 430 | 0,11 |
| 478044 CAUTION LEBAILLY THIAM | 670 | 0,06 | 670 | 0,05 |
| 478045 CHARGES OLDENBURG | 1 838 | 0,17 | 1 747 | 0,14 |
| 478047 CHARGES SEGRE | 330 | 0,03 | | |
| 478133 CHARGES LOCATIVES BOUGES | | | 44 | 0,00 |
| 478136 CHARGES LOCATIVES BENHENIDA | 706 | 0,06 | 909 | 0,07 |
| 478139 CHARGES LOCATIVES NUTTENS | 895 | 0,08 | 2 115 | 0,17 |
| 478140 CHARGES GUENEC | 479 | 0,04 | 558 | 0,04 |
| 478141 CHARGES MUKAWA | 600 | 0,05 | 425 | 0,03 |
| 488710 CAUTION FOURNIER | 2 000 | 0,18 | 2 000 | 0,16 |
| 488712 CAUTION GEBEL VERONIQUE | 1 982 | 0,18 | 1 982 | 0,16 |
| 488714 CAUTION PHONGSA | 976 | 0,09 | 976 | 0,08 |
| 488716 CAUTION CAILLON | 1 433 | 0,13 | 1 433 | 0,11 |
| 488720 CAUTION ROUDIE LOPEZ | 2 134 | 0,19 | 2 134 | 0,17 |
| 488727 CAUTION STE COTON COMPANY | 3 811 | 0,35 | 3 811 | 0,30 |
| 488730 CAUTION AUBOSSU | 2 600 | 0,24 | 2 600 | 0,21 |
| 488733 CAUTION BOUGES | 1 050 | 0,10 | 1 050 | 0,08 |
| 488735 CAUTION brown | 2 165 | 0,20 | 2 165 | 0,17 |
| 488736 CAUTION BENHENIDA | 1 300 | 0,12 | 1 300 | 0,10 |
| 488737 CAUTION HADJ HENNI | 2 500 | 0,23 | | |
| 488739 CAUTION NUTTENS | | | 2 216 | 0,18 |
| 488743 CAUTION MAILLE CONCEPT | 3 811 | 0,35 | 3 811 | 0,30 |
| 488745 CAUTION BETTINA OLDENBURG | 1 700 | 0,16 | 1 700 | 0,13 |
| 488746 CAUTION PARIENTI | | | 1 540 | 0,12 |
| 488747 CAUTION GUENEC | 700 | 0,06 | 700 | 0,06 |
| 488748 CAUTION MUKAWA | 700 | 0,06 | 700 | 0,06 |
| 488749 CAUTION SEGRE | 1 690 | 0,15 | | |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| **TOTAL(IV)** | **1 079 114** | 98,45 | **1 152 764** | 91,45 |
| Ecart de conversion passif (V) | | | | |
| **TOTAL PASSIF (I à V)** | **1 096 110** | 100,00 | **1 260 608** | 100,00 |

wc pc

# COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014 DÉTAILLÉ Présenté en Euros

| COMPTE DE RÉSULTAT | Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois) | | | | Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois) | | Variation absolue (12 / 12) | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | France | Exportation | Total | % | Total | % | Variation | % |
| Ventes de marchandises | | | | | | | | |
| Production vendue biens | | | | | | | | |
| Production vendue services | **178 226** | | **178 226** | 100,00 | **179 036** | 100,00 | **-810** | -0,44 |
| *706110 LOCATION FOURNIER* | *14 107* | | *14 107* | 7,92 | *13 953* | 7,79 | *154* | 1,10 |
| *706116 LOCATIONS LEBAILLY* | | | | | *2 043* | 1,14 | *-2 043* | -100,00 |
| *706126 LOCATION VANACORE* | *16 013* | | *16 013* | 8,98 | *15 838* | 8,85 | *175* | 1,10 |
| *706130 LOCATION AUBOSSU* | *17 438* | | *17 438* | 9,78 | *17 226* | 9,62 | *212* | 1,23 |
| *706131 LOCATION GUENEC* | *8 453* | | *8 453* | 4,74 | *8 400* | 4,69 | *53* | 0,63 |
| *706133 LOYER BOUGES* | *13 785* | | *13 785* | 7,73 | *13 610* | 7,60 | *175* | 1,29 |
| *706135 LOYER BEN AROUS* | *17 500* | | *17 500* | 9,82 | | | *17 500* | N/S |
| *706136 LOCATION BENHENIDA* | *16 561* | | *16 561* | 9,29 | *16 411* | 9,17 | *150* | 0,91 |
| *706139 LOYER NUTTENS* | *9 373* | | *9 373* | 5,26 | *30 036* | 16,78 | *-20 663* | -68,78 |
| *706140 LOCATIONS MAILLE CONCEPT* | *16 392* | | *16 392* | 9,20 | *16 603* | 9,27 | *-211* | -1,26 |
| *706145 LOCATION OLDENBURG* | *21 134* | | *21 134* | 11,86 | *20 921* | 11,69 | *213* | 1,02 |
| *706146 LOCATION PARIENTI* | *13 896* | | *13 896* | 7,80 | *18 770* | 10,48 | *-4 874* | -25,96 |
| *706147 LOCATION SEGRE* | *5 134* | | *5 134* | 2,88 | | | *5 134* | N/S |
| *706148 LOCATION MUKAWA* | *8 439* | | *8 439* | 4,73 | *5 225* | 2,92 | *3 214* | 61,51 |
| **Chiffres d'Affaires Nets** | **178 226** | | **178 226** | 100,00 | **179 036** | 100,00 | **-810** | -0,44 |
| Production stockée | | | | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | | | | | |
| Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges | **13 222** | | | 7,42 | **17 857** | 9,97 | -4 635 | -25,95 |
| *791100 REMBT CH* | *13 222* | | | 7,42 | *12 740* | 7,12 | *482* | 3,78 |
| *791200 TRANSFERTS DE CHARGES* | | | | | *5 117* | 2,86 | *-5 117* | -100,00 |
| Autres produits | **20** | | | 0,01 | **1** | 0,00 | 19 | N/S |
| *758000 PRODUITS DE GESTION COURANTE* | *20* | | | 0,01 | *1* | 0,00 | *19* | N/S |
| ***Total des produits d'exploitation (I)*** | ***191 468*** | | | 107,43 | ***196 894*** | 109,97 | ***-5 426*** | -2,75 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | | | | | |
| Variation de stock (matières premières et autres approv.) | | | | | | | | |
| Autres achats et charges externes | **108 783** | | | 61,04 | **22 106** | 12,35 | 86 677 | 392,10 |
| *606110 ELECTRICITE* | *272* | | | 0,15 | *255* | 0,14 | *17* | 6,67 |
| *606130 EAU* | *2 728* | | | 1,53 | *2 750* | 1,54 | *-22* | -0,79 |
| *606400 FOURNITURES ADMINISTRATIVES* | *52* | | | 0,03 | *633* | 0,35 | *-581* | -91,78 |
| *613500 LOCATIONS MOBILIERES* | *1 369* | | | 0,77 | *1 462* | 0,82 | *-93* | -6,35 |
| *614000 CHARGES LOCATIVES CO-PROPRIETE* | *6 037* | | | 3,39 | *6 049* | 3,38 | *-12* | -0,19 |
| *615220 ENTRETIEN REPARAT.BATIMENTS* | *82 487* | | | 46,28 | *2 685* | 1,50 | *79 802* | N/S |
| *615221 ENTRETIEN REPARAT LOCAL COMMERCIAL* | *8 355* | | | 4,69 | *250* | 0,14 | *8 105* | N/S |
| *615530 ENT.REP.MATERIEL DE BUREAU* | *124* | | | 0,07 | | | *124* | N/S |
| *616100 PRIME ASSURANCES* | *3 872* | | | 2,17 | *3 685* | 2,06 | *187* | 5,07 |
| *616101 P ASSURANCE LOCAL COM* | *392* | | | 0,22 | *377* | 0,21 | *15* | 3,98 |
| *622600 HONORAIRES* | *2 329* | | | 1,31 | *2 618* | 1,46 | *-289* | -11,03 |
| *622610 HONORAIRES LOCAL* | *236* | | | 0,13 | *530* | 0,30 | *-294* | -55,46 |
| *626100 AFFRANCHISSEMENTS* | *284* | | | 0,16 | *504* | 0,28 | *-220* | -43,64 |
| *627000 SERVICES BANCAIRES ASSIMILES* | *245* | | | 0,14 | *309* | 0,17 | *-64* | -20,70 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | **7 934** | | | 4,45 | **7 839** | 4,38 | 95 | 1,21 |
| *635120 TAXES FONCIERES* | *4 843* | | | 2,72 | *4 771* | 2,66 | *72* | 1,51 |
| *635121 TAXES FONCIERES LOCAL COM* | *491* | | | 0,28 | *488* | 0,27 | *3* | 0,61 |
| *635130 AUTRES IMPOTS LOCAUX* | *337* | | | 0,19 | *337* | 0,19 | | 0,00 |
| *635131 AUT IMPOTS LOC/LOCAL COM* | *34* | | | 0,02 | *34* | 0,02 | | 0,00 |
| *635810 TAXES ORDURES MENAGERES* | *2 229* | | | 1,25 | *2 209* | 1,23 | *20* | 0,91 |



Loc PC

# COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014 DÉTAILLÉ Présenté en Euros

| COMPTE DE RÉSULTAT ( suite ) | Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois) | | Variation absolue (12 / 12) | % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Salaires et traitements | | | | | | |
| Charges sociales | | | | | | |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | 44 171 | 24,78 | 44 304 | 24,75 | -133 | -0,29 |
| *681120 DOTATIONS AMORT.IMMOB.CORPOREL* | *41 941* | 23,53 | *42 074* | 23,50 | *-133* | -0,31 |
| *681121 DOT AUX AMORTS LOCAL COM* | *2 231* | 1,25 | *2 231* | 1,25 | | 0,00 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | | | | | | |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | | | | |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | | | | | | |
| Autres charges | 236 | 0,13 | | | 236 | N/S |
| *658000 CHG DIVERSES GESTION COURANTE* | *236* | 0,13 | | | *236* | N/S |
| ***Total des charges d'exploitation (II)*** | ***161 124*** | 90,40 | ***74 249*** | 41,47 | ***86 875*** | 117,00 |
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)** | **30 344** | 17,03 | **122 645** | 68,50 | **-92 301** | -75,25 |
| **Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun** | | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| Différences positives de change | | | | | | |
| Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement | | | | | | |
| ***Total des produits financiers (V)*** | | | | | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | 14 873 | 8,35 | 16 325 | 9,12 | -1 452 | -8,88 |
| *661100 INTERETS EMPRUNTS ET DETTES* | *13 505* | 7,58 | *14 812* | 8,27 | *-1 307* | -8,81 |
| *661101 INTERETS/EMP LOCAL COM* | *1 368* | 0,77 | *1 513* | 0,85 | *-145* | -9,57 |
| Différences négatives de change | | | | | | |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements | | | | | | |
| ***Total des charges financières (VI)*** | ***14 873*** | 8,35 | ***16 325*** | 9,12 | ***-1 452*** | -8,88 |
| **RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)** | **-14 873** | -8,34 | **-16 325** | -9,11 | **1 452** | 8,89 |
| **RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)** | **15 471** | 8,68 | **106 320** | 59,38 | **-90 849** | -85,44 |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| ***Total des produits exceptionnels (VII)*** | | | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | | | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | | | | | |
| ***Total des charges exceptionnelles (VIII)*** | | | | | | |
| **RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)** | | | | | | |
| Participation des salariés (IX) | | | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | | | | | | |

# COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014 DÉTAILLÉ Présenté en Euros

| COMPTE DE RÉSULTAT ( suite ) | Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois) | | Variation absolue (12 / 12) | % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *Total des Produits (I+III+V+VII)* | *191 468* | 107,43 | *196 894* | 109,97 | *-5 426* | -2,75 |
| *Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)* | *175 997* | 98,75 | *90 574* | 50,59 | *85 423* | 94,31 |
| RÉSULTAT NET | 15 471 *Bénéfice* | 8,68 | 106 320 *Bénéfice* | 59,38 | -90 849 | -85,44 |
| Dont Crédit-bail mobilier<br>Dont Crédit-bail immobilier | | | | | | |

LAC PC

**POUR COPIE AUTHENTIQUE**

**Rédigée sur 33 pages, réalisée par reprographie, délivrée et certifiée conforme comme étant la reproduction exacte de l'original par le Notaire associé soussigné.**

Gilles GREFFIOZ * Notaire à AIX-les-BAINS 73100 (Savoie) * RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GENDARCEL
Société civile
au capital de 1.524 euros
siège social : Maison Berrueta
64310 ASCAIN
RCS BAYONNE 317 640 605

Statuts mis à jour suite aux cessions de parts des 15 septembre 2015 et 20 mai 2016

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME
La gérante

- CESSION DE PARTS par M. Pierre CELLIER à Mme Lise-Marie CELLIER épouse de M.LOUDMER de 16 parts sociales (numéro 33 à 48) suivant acte reçu par Me Valérie PICHON, notaire à AIX LES BAINS le 15 septembre 2015 enregistré au Service des Impôts des Entreprises de CHAMBERY le 18 décembre 2015, bordereau 2015/1779, case 1.

- CESSION DE PARTS par M. Pierre CELLIER à Mme Caroline STURTZ-VERDIER de 17 parts sociales (numéro 49 à 64 et 97), suivant acte reçu par Me Valérie PICHON, notaire à AIX LES BAINS le 16 mai 2016 enregistré au Service des Impôts des Entreprises de CHAMBERY le 14 juin 2016, bordereau 2016/1001, case 1.

- ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE du 25 mai 2016 prenant acte de la démission de M.Pierre CELLIER et modifiant les statuts.

Pour les besoins de la publicité au greffe, la gérante certifie que la teneur des statuts est désormais la suivante :

## FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL - DUREE

Article 1 : Forme

Il est formé par les présentes, entre les propriétaires des parts ci-après créées et tous propriétaires de parts qui pourraient être créées ultérieurement, une société civile particulière qui sera régie par les articles 1832 et suivants du Code Civil, et par les présents statuts.

Article 2 : Objet

La société a pour objet :

- La propriété, l'acquisition, la gestion, l'administration la disposition et l'exploitation par bail, location ou autrement d'immeubles et de biens dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement et notamment de diverses portions dépendant d'un immeuble sis à CHAMBERY (Savoie) Place de la Gare et Quai Charles Roissard, à acquérir de Madame Louise PICON, épouse de Monsieur Henri SECRET, demeurant à SAINT FELIX (Haute-Savoie).

- La mise en valeur de ces immeubles.

- Tous placements de capitaux, sous toutes formes, y compris la souscription ou l'acquisition de toutes actions et obligations, parts sociales, et en générale toutes opérations ayant trait à l'objet ci-dessus défini, en tous pays, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.

Article 3 : Dénomination

La société prend la dénomination de :

- Société Civile Immobilière GENDARCEL.

Article 4 : Siège social

Le siège social et fixé à SARE (64310) – Maison Berrueta.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même Ville, par simple décision de la gérance, et partout ailleurs par décision extraordinaire des associés.

Article 5 : Durée

La durée de la société est fixée à CINQUANTE (50) années à compter de ce jour, mais la société pourra être prorogée ou dissoute par anticipation à toute époque, par décision extraordinaire des associés.

## APPORTS – CAPITAL SOCIAL – PARTS D'INTERETS

Article 6 : Apports

Lors de la constitution de la société, il a été fait des apports en numéraires pour un montant de DIX MILLE FRANCS (10 000 FF), ci 10 000,00 Francs

Article 7 : Capital social

Le capital social est fixé à la somme de mille cinq cent vingt-quatre euros (1.524 EUR).

Il est divisé en cent (100) parts sociales de quinze euros vingt-quatre (15,24 EUR), chacune entièrement libérées, portant les numéros 1 à 100 et réparties de la façon suivante :

- Madame Lise-Marie CELLIER,
propriétaire de 50 parts
numérotées de 1 à 48 et 99 et 100, ci..... 50 parts

- Madame Caroline STURTZ-VERDIER,
propriétaire de 50 parts
numérotées de 49 à 98, ci .....50 parts

TOTAL des parts composant le capital social..... 100 parts

Il ne sera créé aucun titre représentatif des parts d'intérêts et les droits de chaque associé résultent uniquement des présentes, des actes qui pourraient augmenter le capital social et des cessions qui seraient ultérieurement consenties.

Article 8 : Augmentation et réduction de capital

Le capital pourra être augmenté en une ou plusieurs fois en vertu d'une décision prise par les associés conformément à l'article 25 des présents statuts, notamment par création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en nature ou d'apports en numéraire, ces derniers pouvant être libérés par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société ; les attributaires des parts nouvelles, s'ils ne sont pas déjà associés, doivent être formellement agréés par les Associés.

Le capital pourra aussi à toute époque, être réduit soit par retrait d'apports, soit par des remboursements égaux sur toutes les parts, ou par achat et annulation de parts, le tout par décision collective des associés, conformément à l'article 25 des présents statuts.

Article 9 : Titres des associés

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque associé résultera seulement des présentes, des actes qui pourraient modifier le capital social, et des cessions qui seraient ultérieurement consenties. Une copie ou un extrait de ces actes, certifié par un Gérant, sera délivré à chacun des associés sur sa demande et à ses frais.

Article 10 : Droits attachés aux parts

Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Elle donne également droit de participer aux décisions collectives des associés et d'y voter.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent en quelques mains qu'elle passe.

Article 11 : Indivisibilité des parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice à la demande du plus diligent.

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions ordinaires.

OV

Article 12 : Scellés

Les héritiers et ayants droit ou créanciers d'un associé, ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requér l'apposition des scellés sur les biens et droits de la Société ou demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucu manière dans les actes de son administration.

Article 13 : Responsabilité des associés

Les associés répondent indéfiniment des dettes social à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé, qu'après avoir préalableme et vainement poursuivi la personne morale.

Article 14 : Faillite d'un associé

S'il y a déconfiture, faillite personnelle, liquidati des biens ou règlement judiciaire atteignant l'un des associé et à moins que les autres décident de dissoudre la Société par anticipation, il est procédé au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, lequel perdra alors la qualité d'assc la valeur des droits sociaux est déterminée conformément à l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 15 : Cession de parts

I - La cession des parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société qu'autant qu'autant qu'elle lui aura été signifiée par acte extrajudici ou qu'elle aura été acceptée par elle.

II - Les cessions de parts entre associés, les cessior parts entre ascendants et descendants et le cas échéant, les cessions de parts entre conjoints interviennent librement ; toutes autres cessions n'interviennent qu'après agrément du cessionnaire proposé par les associés ses prononçant dans les conditions prévues à l'article 25 des statuts pour les décisi extraordinaires.

III - A l'effet d'obtenir cet agrément, l'associé qui projette de céder tout ou partie de ses parts doit en faire la notification à la société et à chacun des co-associés par lettre recommandée avec avis de réception, indiquant le nombre de parts à céder, les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile du cessionnaire proposé et demandant l'agrément dudit cessionnaire.

CV

Dans le mois de la réception de cette lettre par la société, celle-ci doit convoquer les associés en assemblée, à l'effet de les voir se prononcer sur l'agrément sollicité.

Lorsqu'ils refusent le cessionnaire proposé, les associés se portent acquéreurs des parts ; si plusieurs d'entre eux décident d'acquérir des parts, ils sont réputés acquéreurs à proportion des parts qu'ils détenaient antérieurement ; si aucun associé ne se porte acquéreur ou si les offres des associés portent sur un nombre de parts inférieur à celui que le cédant entend céder, la société peut faire acquérir tout ou partie des parts par un tiers ou les acquérir elle-même en vue de leur annulation.

Les offres d'achat sont notifiées au cédant par la gérance par lettre recommandée avec avis de réception, indiquant les noms des acquéreurs proposés ou l'offre de rachat par la société ainsi que le prix offert. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément à l'article 1843-4 du Code Civil, sans préjudice du droit pour le cédant de conserver ses parts.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant, dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications faite par lui à la société et à ses co-associés en vue de l'agrément du cessionnaire, l'agrément est réputé acquis à moins que ses co-associés ne décident, dans le même délai, la dissolution de la société ; le cédant peut toutefois rendre caduque la décision de dissolution en faisant connaître dans le mois de cette décision, par lettre recommandée avec avis de réception adressée à la Société, qu'il renonce à la cession projetée.

Lorsque l'agrément est donné ou est réputé acquis, la cession projetée doit être régularisée dans le délai de deux mois ; passé ce délai, le cédant est réputé avoir renoncé à la cession.

IV - Les dispositions des paragraphes II et III qui précèdent, s'appliquent à toutes les mutations entre vifs intervenant de gré à gré à titre onéreux ou gratuit, aux apports en société et aux attributions effectuées par une société à l'un de ses associés.

CSV

Article 16 : Transmission par décès ou en suite de liquidation de communauté entre époux

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession au profit des héritiers en ligne directe du titulaire, lesquels devront, dans les plus courts délais, justifier à la société de leur état civil, de leur qualité et de la propriété divise ou indivise des parts sociales du défunt par la production d'un certificat de propriété ou de tous autres actes probants.

Toute transmission de parts sociales par voie de succession ou suite à une liquidation de communauté entre époux, au profit de personnes autres que les héritiers en ligne directe du défunt, ne pourra avoir lieu qu'avec l'agrément des associés se prononçant dans les conditions prévues à l'article 25 des statuts pour les décisions extraordinaires.

Le conjoint survivant et les héritiers autres que les héritiers en ligne directe qui devront présenter toutes indications et justifications utiles sur leur état civil et leurs qualités, sollicitent cet agrément de la manière prévue à l'article précédent :

A défaut d'agrément et conformément à l'article 1870-1 du Code Civil, les intéressés sont seulement créanciers de la société et n'ont droit qu'à la valeur des droits sociaux de leur auteur ou à leur part dans ces droits, déterminée dans le conditions fixées par l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 17 : Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants choisis parmi les associés ou en dehors d'eux, nommés par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Sont co-gérantes pour une durée illimitée :
- Madame Lise-Marie CELLIER,
- Madame Caroline STURTZ-VERDIER

Article 18 : Durée d'exercice des fonctions de gérant

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision qui les nomme.

Elles cessent par leur décès, leur interdiction, leur déconfiture, leur faillite, leur révocation ou leur démission

Le décès ou la cessation de fonctions d'un gérant pour quelque motif que ce soit, n'entraine ni dissolution de

la société, ni ouverture à un droit de retrait pour l'associé gérant.

Les gérants sont révocables par décision ordinaire des associés, même lorsque leur nom figure dans les statuts ; si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts. Les gérants sont également révocables par les Tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

En rémunération de leurs fonctions, les gérants peuvent recevoir un salaire annuel dont le montant et les modalités sont fixés par les associés.

Article 19 : Pouvoirs

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la Société ; dans les rapports avec les tiers, il engage la société par les actes entrant dans l'objet social.

S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun d'eux de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue. Cependant, à l'égard des tiers, l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Article 20 : Responsabilité des gérants

Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le Tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce les fonctions de gérant, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient gérants en leur nom propre sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Article 21 : Forme des décisions des associés

Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants, sont prises par les associés en assemblées générales, ou par voie de consultations écrites ; elles peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

CSV

Article 22 : Assemblées et consultations écrites

L'assemblée des associés est convoquée au lieu du s social ou tout autre lieu de la même ville à l'initiative de la gérance.

Toutefois, tout associé peut demander à la gérance provoquer une délibération des associés sur une question déterminée ; sauf si la question porte sur le retard de la gérance à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque la gérance accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée. Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du Président du Tribunal de grande instance, statuant en la forme des référ la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée ; celle-ci indique l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ai lieu de se reporter à d'autres documents.

Tous les associés, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent ont accès à l'assemblée. Tout associé peut se faire représenter par un autre associé.
Chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de vo qu'il possède ou représente de parts sans limitation.

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est prési par l'associé présent qui possède ou représente le plus gra nombre de parts sociales et qui accepte ces fonctions. Si d associés qui possèdent ou représentant le même nombre de pa sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée p le plus âgé.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut en toutes circonstances révoquer un ou plusieurs gérants et procèder à leur remplacement.

L'assemblée, régulièrement constituée, représente l'universalité des associés. Ses délibérations prises confo mément aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Toutes délibérations de l'assemblée des associés es constatée par un procès-verbal indiquant la date et le lieu de réunion, les nom, prénoms, et qualité du président, les nom, prénoms des associés présents ou représentés, le nombr de parts détenues par chacun d'entre eux, les documents et rapports soumis aux associés, un résumé des débats, le text des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

CSV

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, s'il y a lieu, par le président de l'assemblée, sur un registre spécial tenu au siège de la société, coté et paraphé dans la forme ordinaire et sans frais, soit par un juge du tribunal de commerce, ou du tribunal d'instance, soit par le maire ou un adjoint du maire de la commune du siège de la société.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées, sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitition ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul Gérant. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés, sont adressés à chacun de ceux-ci par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Chaque associé dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de ces documents pour émettre son vote par écrit. Ce vote formulé par un "oui" ou un "non" inscrit en dessous du texte de chacune des résolutions proposées doit être adressé à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En toute hypothèse, l'associé dont le vote ne sera pas parvenu à la société dans le délai de vingt cinq jours à compter de la réception par lui de la lettre de consultation écrite, sera considéré comme ayant voulu s'abstenir.

Le procès-verbal de la consultation est établi selon les formes prévues ci-dessus pour les procès-verbaux d'assemblées ma en mentionnant que la consultation a eu lieu par écrit et en annexant au procès-verbal les éléments justificatifs de la consultation régulière des associés ainsi que la réponse reçue de chacun d'eux.

Article 23 : Décision unanime dans un acte

Les associés peuvent prendre à l'unanimité toute décision collective par acte notarié ou sous seings privés.

Cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre des procès-verbaux prévu à l'article 22 ci-dessus. La mention dans le registre contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signataires de l'acte. L'acte lui-même, s'il est sous seings privés ou sa copie authentique, s'il est notarié, est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

Article 24 : Décisions ordinaires

Les décisions ordinaires sont essentiellement des décisions de gestion ; elles concernent, d'une manière générale toutes les questions qui n'emportent pas modification des statuts ainsi que la nomination des gérants ou leur révocation

CSV

capital.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés, une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle q soit la portion du capital représentée.

Article 25 : Décisions extraordinaires

Les décisions extraordinaires ont pour objet la modification des statuts dans toutes leurs dispositions.

Ces décisions ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Toutefois, toute mesure emportant changement de la nationalité de la société ou encore l'augmentation de la responsabilité des associés à l'égard des tiers, doit être prise à l'unanimité.

Article 26 : Information des associés

Dès que les associés sont convoqués à une assemblée le texte des résolutions proposées et tous documents nécessaires à l'information des associés, sont tenus à leur disposition au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par simple lettre, soit à leurs frais par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour de l'assemblée porte sur la reddition de compte des gérants, le rapport d'ensemble de la gérance sur l'activité de la société, le texte des résolutio proposées et tous autres documents nécessaires à l'informati des associés, sont adressés à chacun d'eux par simple lettre quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Les mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la dispositi des associés au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions prop les documents nécessaires à l'information des associés ainsi que, s'il s'agit de statuer sur les comptes sociaux, le rapp d'ensemble de la gérance sur l'activité de la société sont j à la lettre recommandée avec avis de réception adressée à ch associé en vue de la consultation écrite, le tout sans préjudice du droit de communication pouvant s'exercer au siège so comme dit ci-dessus à propos des assemblées.

En outre, tout associé a le droit, une fois par an, de prendre par lui-même au siège social, connaissance ou copie de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondance, procès-verbaux, et plus généraleme de tous documents établis par la société ou reçu par elle.

Dans l'exercice de ces droits, l'associé peut se fai assister d'un expert choisi parmi les experts agréés par la cour de cassation ou les experts près une cour d'appel.

Tout associé a également une fois par an, le droit de poser par écrit des questions sur la gestion sociale, auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

Enfin, tout associé peut, après toute modification statutaire, demander à la société la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste mise à jour des associés, ainsi que des gérants.

Article 27 : Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.
Par exception, le premier exercice comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la Société, et le trente et un décembre de l'année

Article 28 : Comptes sociaux - Rapport de la gérance - Approbation des comptes.

A la clôture de chaque exercice, la gérance établit l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de profits et pertes et le bilan de la Société.

La gérance doit, au moins une fois dans l'année, rendre compte de sa gestion aux associés. Cette reddition de compte doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé, comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Les associés doivent être convoqués en assemblée générale dans les six mois de la clôture de l'exercice à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et sur l'affectation des résultats.

Article 29 : Affectation et répartition des résultats

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, ainsi que tous amortissements et de toutes provisions.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Toutefois, avant toute distribution de ce bénéfice sous forme de dividende proportionnellement au nombre de parts possèdées par chacun d'eux, les associés peuvent décider de prélever toutes sommes qu'ils jugeront convenables pour les porter en tout ou partie à tous fonds de réserves ou encore pour les reporter à nouveau.

En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution sur les réserves disponibles ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

CSV

Les modalités de mise en paiement des sommes distribuées sont fixées par les associés ou, à défaut, par la gérance.

Les pertes, s'il en existe, s'imputent d'abord sur les bénéfices non encore répartis, ensuite sur les réserves, puis sur le capital. Le solde s'il y a lieu, est supporté par les associés proportionnellement à leurs parts sociales.

Article 30 : Dissolution – Liquidation

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution qu'elle qu'en soit la cause. Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Toutefois, la mention «société en liquidation» ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés par décision ordinaire des associés ou, à défaut, par ordonnant du président du tribunal de grande instance statuant sur requête de tout intéressé.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la société ; il a les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs parts sociales, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

Article 31 : Contestations

Toute contestation qui pourrait s'élever pendant la durée de la société ou lors de la liquidation entre les associés relativement aux affaires sociales, sera soumise à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au parquet du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

POUR COPIE CONFORME
La gérante

*Enregistré au SIE CHAMBERY le 14.6.2016- bord. 2016 /1001-case1-extrait 2548 –montant perçu : 33.730 € (droits) +36.173 € (P.Values)*

Du 20 mai 2016
Compte N° 940529
100358711
633/2015

**CESSION DE PARTS SOCIALES**
**de la SCI GENDARCEL**
**par M. Pierre CELLIER**
**au profit de Mme Caroline STURTZ-VERDIER**

N° VP/CC

**L'AN DEUX MILLE SEIZE,**
**LE VINGT MAI**

**Au siège de l'Office Notarial,**

**Maître Valérie PICHON, Notaire de la Société Civile Professionnelle «Gilles GREFFIOZ, Jean-Louis TOUVET, Stéphanie DAL DOSSO et Valérie PICHON, Notaires, associés d'une société civile professionnelle titulaire d'un Office Notarial" à AIX-LES-BAINS (Savoie), 6, Rue des Prés-Riants « Le Zénith », soussignée,**

**A reçu le présent acte contenant CESSION DE PARTS DE SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE, à la requête de :**

Monsieur Pierre Georges **CELLIER**, gérant de société, demeurant à MEGEVE (74120) 170 Chemin du Glapet.

Né à AIX-LES-BAINS (73100) le 27 janvier 1966.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

est présent à l'acte.

Ci-après dénommé aux présentes sous le vocable le **CEDANT.**

**D'UNE PART**

Madame Caroline Dominique Jacqueline **VERDIER**, responsable grands comptes, épouse de Monsieur Laurent Bertrand Paul **STURTZ**, demeurant à VIROFLAY (78220) 7 rue du Colonel Fabien.

Née à ANNECY (74000) le 10 mars 1975.

Mariée à la mairie d'AIX-LES-BAINS (73100) le 17 mai 2008 sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts régi par les articles 1400 et suivants du Code civil, aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Muriel CARPON, notaire à LE VESINET (78110), le 13 mai 2008.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

est présente à l'acte.

Ci-après dénommée aux présentes sous le vocable le **CESSIONNAIRE**.

**D'AUTRE PART**

**DECLARATIONS SUR LA CAPACITE**

Préalablement à la cession de titres de société objet des présentes, les parties, nom ou es-nom, déclarent :

- Que les indications portées aux présentes concernant leur identité sont parfaitement exactes.
- Qu'il n'existe aucune restriction à leur capacité de s'obliger par suite de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, cessation des paiements, incapacité quelconque.

En outre, le **CESSIONNAIRE** déclare ne pas avoir été condamné à une peine d'interdiction d'acheter un immeuble à usage d'habitation.

Les pièces ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

Le **CEDANT** déclare que les parts cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du **CESSIONNAIRE**, et qu'aucun créancier soit de la société, soit du **CEDANT**, n'a demandé que les parts de la société présentement cédées soient nanties à son profit.

Un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, un état des nantissements de parts sociales requis du chef de la société GENDARCEL au greffe du Tribunal de commerce de BAYONNE ainsi qu'un certificat d'absence de procédure délivré par INFOGREFFE sont ci-annexés.

**EXPOSE**

Les parties ont préalablement exposé ce qui suit :

**I - Constitution de la Société**

Suivant acte sous seing privé, en date à AIX LES BAINS (Savoie), du 8 novembre 1979 (enregistré en ladite ville le 22 novembre 1979, bordereau 240 case 5, il a été constitué sous la dénomination « Société Civile Immobilière GENDARCEL » entre Monsieur Jacques CELLIER et Mademoiselle Lise-Marie CELLIER,

une société civile immobilière ayant pour objet : « *la propriété,*

*l'acquisition, la gestion, l'administration, la disposition et l'exploitation par bail, location ou autrement d'immeubles et de biens dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement, et notamment de diverses portions dépendant d'un immeuble sis à CHAMBERY (Savoie) , place de la Gare et Quai Charles Roissard, à acquérir de Madame Louise PICON, épouse de Monsieur Henri Secret, demeurant à SAINT FELIX (Haute-Savoie), la mise en valeur de ces immeubles, tous placements, de capitaux sous toutes formes y compris la souscription ou l'acquisition de toutes actions et obligations, parts sociales et en général toutes opérations ayant trait à l'objet ci-dessus défini, en tous pays, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société* ».

Cette société a été constituée pour une durée de 50 années, soit jusqu'au 17 janvier 2030 ainsi qu'il ressort de l'extrait d'immatriculation de la société, ci-annexé.

Etant ici précisé que dans ledit extrait la société est dénommée « GENDARCEL » et non « « Société Civile Immobilière GENDARCEL » comme dans les statuts.

Son siège social, initialement fixé à AIX LES BAINS (Savoie) rue du Maroc est actuellement situé Maison Berrueta à SARE(64310). Etant ici précisé que l'adresse du siège social figurant dans l'extrait kbis est : Maison Berrueta Sare 64310 Ascain.

Ladite société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BAYONNE (Pyrénées-Atlantiques), sous le numéro 317640605 depuis le 8 février 2002.

La société est actuellement gérée par Madame Caroline STURTZ-VERDIER, Monsieur Pierre CELLIER et Madame Lise-Marie CELLIER. La mention des trois co-gérants figure dans l'extrait Kbis de la société sus visé.

**Capital social**

Le capital social a été fixé à la constitution à la somme de 10.000,00 Francs, divisé en 100 parts, de 100,00 Francs chacune, numérotées de 1 à 100, intégralement libérées et réparties entre les associés de la façon suivante :

- Monsieur Jacques CELLIER, titulaire de 98 parts numérotées de 1 à 98, ci ..... 98
et intégralement libérées, soit : .....9.800,00 Frs
- Mademoiselle Lise-Marie CELLIER, titulaire de 2 parts numérotées de 99 à 100, ci ..... 2
et intégralement libérées, soit : .....200,00 Frs

Les statuts, établis aux termes de l'acte constitutif précité ont fait l'objet des modifications suivantes :

Donation-partage du 5 mai 1990 :

Par suite de l'acte reçu en date aux présentes minutes du 5 mai 1990, ci-dessous relaté au paragraphe « origine de propriété », Monsieur Jacques CELLIER a fait donation entre vifs à titre de partage anticipé conformément aux articles 1075 et suivants du Code Civil à ses trois enfants, savoir :

- Mademoiselle Lise-Marie CELLIER,
- Monsieur Pierre CELLIER, CEDANT aux présentes,
- Mademoiselle Caroline VERDIER, cessionnaire aux présentes

par égales parts entre eux, soit chacun pour un tiers de la nue-propriété de QUATRE VINGT SEIZE (96) parts qu'il détenait de la société GENDARCEL.

Aux termes dudit acte, il a été attribué, savoir :

- à Madame Lise-Marie CELLIER, la nue-propriété de 32 parts numérotées de 1 à 32,
- à Monsieur Pierre CELLIER, la nue-propriété de 32 parts, numérotées de 33 à 64,
- à Mademoiselle VERDIER, la nue-propriété de 32 parts, numérotées de 65 à 96.

Partage du 13 avril 2010

Par suite de l'acte reçu en date aux présentes minutes du 13 avril 2010, ci-dessous relaté, il a été procédé au partage des biens dépendant de la succession de Monsieur Jacques CELLIER, décédé le 1er décembre 2006 ainsi qu'il sera relaté ci-après au paragraphe « origine de propriété des parts cédées ».

Aux termes dudit acte, il a notamment été attribué :

- à Monsieur Pierre CELLIER, une (1) part de la SCI GENDARCEL, numérotée 97,
- à Mme Caroline VERDIER, une (1) part de la SCI GENDARCEL, numérotée 98.

Cession de parts sociales du 11 septembre 2015 :

Par suite de l'acte reçu en date aux présentes minutes du 11 septembre 2015, Monsieur Pierre CELLIER, cessionnaire aux présentes a cédé à Madame Lise-Marie CELLIER, épouse de Monsieur LOUDMER, 16 parts sociales numérotées de 33 à 48.

Répartition actuelle du capital social

Actuellement le capital social est fixé à la somme de 1.524 Euros, divisé en 100 parts, de 15,24 Euros chacune, numérotées de 1 à 100, intégralement libérées et réparties entre les associés de la façon suivante :

- Madame Lise-Marie CELLIER, 50 parts numérotées de 1 à 48 et 99 et 100, ci..... 50 parts
- Monsieur Pierre CELLIER, 17 parts numérotées de 49 à 64 et 97, ci.....17 parts
- Caroline STURTZ-VERDIER, 33 parts numérotées de 65 à 96 et 98, ci ..... .....33 parts

100 parts

**Clause d'agrément**

Aux termes de l'article 15 des statuts, il a été stipulé ce qui suit :

*" Article 15 : Cession de parts*

*"I – La cession de parts sociales doit être constatée par écrit.*

*"La cession n'est opposable à la société qu'autant qu'elle lui aura été signifiée par acte extra-judiciaire ou qu'elle aura été acceptée par elle.*

*"II – Les cessions de parts entre associés, les cessions de parts entre ascendants et descendants et le cas échéant, les cessions de parts entre*

*conjoints interviennent librement ; toutes autres cessions n'interviennent qu'après agrément du cessionnaire proposé par les associés se prononçant dans les conditions prévues à l'article 25 des statuts pour les décisions extraordinaires.*

.....

En conséquence, la présente cession intervenant au profit de Madame Caroline STURTZ-VERDIER, associée, n'est pas soumise à agrément.

**Régime fiscal**

La société est soumise au régime fiscal des sociétés de personnes.

**II - Patrimoine sociétaire**

La société GENDARCEL est actuellement propriétaire des biens et droit immobiliers ci-après désignés, pour les avoir acquis aux termes d'un acte reçu par Me Pierre LEMBO, notaire à PARIS (14ème arrondissement) le 22 décembre 1998.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de PARIS 12EME, le 22 février 1999, volume 1999P n°482.

Désignation des biens immobiliers détenus par la société

**A PARIS 2ÈME ARRONDISSEMENT 75002- 8 Impasse Saint-Denis et 9 rue Saint Sauveur** :

Un immeuble à usage principal d'habitation sur une boutique au rez de chaussée, comprenant deux bâtiments, savoir :

- l'un sur la rue Saint Sauveur, élevé en partie sur cave, d'un rez-de-chaussée, de quatre étages carrés et d'un cinquième étage lambrissé ;
- et l'autre sur l'impasse Saint Denis, élevé en partie sur cave, d'un rez-de-chaussée, de quatre étages carrés et d'un cinquième étage lambrissé.

Cour couverte au rez-de-chaussée, reliant les deux bâtiments.

cadastré :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---|---|---|---|
| AM | 112 | 8 Impasse Saint-Denis | 00 ha 01 a 89 ca |

Tels que lesdits **BIENS** existent, se poursuivent et comportent avec tous immeubles par destination pouvant en dépendre, sans aucune exception ni réserve.

Situation hypothécaire

Un renseignement sommaire hors formalité délivré le 14 avril 2016 et certifié à la date du 12 avril 2016, révèle l'inscription suivante :

- hypothèque conventionnelle prise au profit de la SOCIETE GENERALE pour un montant de 400.000 euros en garantie d'un prêt consenti le 19 novembre 2009 pour une durée de 120 mois, soit jusqu'au 7 novembre 2019, suivant acte reçu par Me Gilles GREFFIOZ, notaire à AIX LES BAINS.

Le **CEDANT** déclare que le capital restant dû sur le prêt ci-dessus, est, à la fin avril 2016, d'un montant de 164.534, 99 euros, ce dont le **CESSIONNAIRE** déclare être parfaitement informé.

Le **CEDANT** déclare :

- que la situation hypothécaire résultant du renseignement sus visé est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

**- être parfaitement informé que l'engagement de caution personnelle qu'il a souscrit à l'occasion de ce prêt n'est pas annulé par la présente cession et des conséquences qui pourraient en découler en cas de non remboursement du prêt. Il déclare vouloir en faire son affaire personnelle sans recours contre le notaire soussigné.**

**CEDANT** et **CESSIONNAIRE** déclarent parfaitement connaître ledit bien et dispensent expressément le notaire soussigné d'en apporter plus ample désignation aux présentes ainsi que de requérir tout renseignement, d'urbanisme, ainsi que tout diagnostics, déclarant vouloir en faire leur affaire personnelle.

**Location consentie par la société**

Ledit bien est loué suivant diverses clauses et conditions que le CESSIONNAIRE déclare parfaitement connaître, il dispense le notaire soussigné de les relater aux présentes.

**IV - Situation comptable**

Une copie du bilan et du compte de résultat détaillé de la société au 31 décembre 2015 est ci-annexée.

**V - DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

La présente aliénation ne donne pas ouverture au droit de préemption institué par l'article L 213-1 3° du Code de l'urbanisme, la société civile dont les parts sont présentement cédées étant constituée exclusivement entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus.

**CECI EXPOSE**, il est passé à la cession de parts sociales objet des présentes.

**CESSION DE PARTS SOCIALES**

Le **CEDANT** cède sous les garanties ordinaires de fait et de droit, au **CESSIONNAIRE** qui accepte, **DIX SEPT** (17) parts sociales, numérotées de 49 à 64 et 97, qu'il détient dans la société civile immobilière GENDARCEL, sus visée, intégralement libérées.

**ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS CEDEES**

Les parts ci-après cédées appartiennent au **CEDANT, savoir :**

**- les parts numérotées de 49 à 64 :** pour lui avoir été attribué sans soulte aux termes d'un acte en date aux présentes minutes du 5 mai 1990, contenant donation-partage par Monsieur Jacques Edmond Joseph CELLIER, né à AIX LES BAINS (Savoie) le 15 mai 1925, décédé ainsi qu'il sera dit ci-après, au profit de ses trois enfants dont deux sont comparants aux présentes.

Il est précisé que le partage ne comporte aucune soulte ni retour.

Il est aussi précisé que le donateur a fait réserve d'usufruit sur toutes les parts objets du contrat.

Cet acte a été enregistré à AIX LES BAINS le 14 mai 1990 bordereau 141 A9 extrait 481.

Décès de Monsieur Jacques CELLIER

Monsieur Jacques Edmond Joseph CELLIER, susnommé, divorcé en premières noces de Madame Jeanne Lucy Berthe Emilie ABRY et en deuxièmes noces de Madame Solange Marguerite Lucie RUBAUD, est

décédé à CAROUGE (Genève) (SUISSE) le 1er décembre 2006, dans les dispositions d'un testament olographe fait à AIX LES BAINS, le 9 mars 2006 aux termes duquel il a pris des dispositions à titre particulier.

L'original de ces dispositions testamentaires a été déposé au rang des présentes minutes suivant procès-verbal d'ouverture et de description en date du 10 janvier 2007, enregistré à CHAMBERY le 24 janvier 2007, bordereau n° 2007/130, case numéro 2.

Il a laissé pour recueillir sa succession :

- Madame Lise-Marie Rolande Anne CELLIER,
- Monsieur Pierre Georges CELLIER,
- Mademoiselle Caroline VERDIER,

ses trois enfants issus savoir :

- Mademoiselle Lise-Marie CELLIER de la première union du défunt avec Madame Jeanne ABRY,
- Monsieur Pierre CELLIER de la seconde union du défunt avec Madame Solange RUBAUD,
- et Mademoiselle Caroline VERDIER, fille naturelle reconnue par le défunt aux termes d'un acte en date aux présentes minutes du 21 décembre 1979.

L'acte de notoriété constatant cette dévolution successorale a été reçu par Maître GREFFIOZ, notaire à AIX LES BAINS, le 10 janvier 2007.

Il est précisé pour ordre que l'acte de partage faisant suite au décès de Monsieur Jacques CELLIER est en date aux présentes minutes du 13 avril 2010.

**- la part numéro 97 :** pour lui avoir été attribué aux termes de l'acte de partage du 13 avril 2010, ci-dessus relaté.

**PROPRIETE - JOUISSANCE**

Le **CESSIONNAIRE** est propriétaire des parts dont il s'agit à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la possession réelle.

Il participera et contribuera aux résultats sociaux à proportion des droits attachés aux parts cédées à compter de ce jour.

A cet effet, le **CEDANT** subroge le **CESSIONNAIRE** dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

**CHARGES ET CONDITIONS**

La présente cession est consentie de part et d'autre sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière.

Les parts sociales présentement cédées ne sont représentées par aucun certificat ; leur titre résulte des statuts de la société dont une copie a été remise au **CESSIONNAIRE**.

Du fait de la présente cession de parts sociales, le **CESSIONNAIRE** s'engage à se conformer aux stipulations des statuts de la société, dont il déclare avoir parfaite connaissance, ainsi qu'aux obligations légales nées de sa qualité d'associé.

Il bénéficiera en contrepartie de tous les avantages conférés à lui, du fait de sa qualité, par le pacte social et pourra participer à toutes les délibérations, accepter toutes fonctions et exercer tous droits et actions

résultant de la possession des parts présentement cédées.

**PRIX**

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de **SIX CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE SIX CENT SIX EUROS ET CINQUANTE-HUIT CENTIMES (674 606,58 EUR)**, soit la somme de **TRENTE-NEUF MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-DEUX EUROS ET SOIXANTE-QUATORZE CENTIMES (39 682,74 EUR)** la part.

Dont le paiement a lieu de la manière indiquée ci-après.

L'évaluation des parts présentement cédées a été fixée d'un commun accord entre les parties, aux vues du bilan et du compte de résultat détaillé au 31 décembre 2015, le tout ci-annexé,

**PAIEMENT DU PRIX**

Le **CESSIONNAIRE** a payé le prix comptant ce jour ainsi qu'il résulte de la comptabilité de l'office notarial dénommé en tête des présentes au **CEDANT**, qui le reconnaît et lui en consent quittance sans réserve.

**DONT QUITTANCE**

**ORIGINE DES FONDS**

Le **CESSIONNAIRE** déclare avoir effectué ce paiement au moyen de fonds lui provenant d'un prêt d'un montant total de SEPT CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-UN EUROS ET QUATRE-VINGT-QUATRE CENTIMES (775 381,84 EUR), consenti par la SOCIETE GENERALE aux termes d'un acte reçu un instant avant les présentes par le notaire soussigné.

Audit acte, Monsieur Laurent STURTZ-VERDIER, ci-dessous plus amplement nommé, époux commun en biens de Madame Caroline VERDIER, cessionnaire aux présentes est intervenu à l'effet de donner son consentement exprès à l'emprunt consenti à son épouse par la SOCIETE GENERALE sans toutefois s'engager personnellement.

**INTERVENTION EN VERTU DE L'ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL**

Aux présentes, est à l'instant intervenu :

Monsieur Laurent Bertrand Paul **STURTZ**, consultant, époux de Madame Caroline Dominique Jacqueline **VERDIER**, demeurant à VIROFLAY (78220), 7 rue du Colonel Fabien.

Né à CHARENTON-LE-PONT (94220) le 21 mars 1973,

Marié avec Madame VERDIER, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts régi par les articles 1400 et suivants du Code civil, aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Muriel CARPON, notaire à LE VESINET (78110), le 13 mai 2008, ainsi que cela est indiqué en tête des présentes.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

A ce non présent mais représenté par Madame Claire-Anaïs CURTELIN, professionnellement domiciliée à AIX LES BAINS 6 rue des prés riants en vertu d'une procuration en date du 17 mai 2016 dont l'original est ci-annexée.

Intervenant en qualité de conjoint commun en biens de

Madame
Caroline STURTZ-VERDIER, cessionnaire aux présentes, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil à l'effet de déclarer, s'agissant des parts sociales présentement acquises par son épouse :

- avoir été averti de la présente cession au profit de son épouse, Madame Caroline STURTZ-VERDIER, et de son intention d'acquérir lesdites parts au moyen des deniers d'un prêt consenti par la SOCIETE GENERALE, lequel prêt sera remboursé au moyen de fonds dépendant de la communauté existant entre les époux.
- Renoncer définitivement à revendiquer la qualité d'associé pour la moitié des parts acquises par son épouse.

**GARANTIE DE PASSIF**

Le prix ci-dessus a été fixé en considération de l'actif et du passif de la société à la date du 31 décembre 2015 ainsi que cela est indiqué ci-dessus.

Le **CEDANT** déclare :

- que la société n'a aucun passif social et notamment aucun prêt en cours ni découvert bancaire autres que ceux relatés le cas échéant aux présentes ;
- que la société a réglé l'ensemble des factures antérieures à ce jour ;
- que le patrimoine de la société ne fait l'objet d'aucune prise de garantie autre que celles pouvant le cas échéant être relatées aux présentes ;
- que la société n'a donné à ce jour aucune garantie, caution, aval pour l'exécution d'engagements contractés par des tiers, des associés ou des gérants ;
- que le gérant n'a lui-même donné à ce jour aucune garantie quelconque pour l'exécution d'engagements contractés par la société ;
- que la société a toujours respecté la législation fiscale ; qu'elle est présentement à jour de toutes obligations pécuniaires quelconques découlant de son application et qu'il n'existe aucun contentieux quelconque, actuel ou prévisible ;
- qu'il n'existe pas de compte-courant d'associé autre que ceux pouvant être relatés aux présentes.

Ces déclarations faites, le **CEDANT** s'engage envers le **CESSIONNAIRE** ou son ayant-cause au maintien de la valeur des parts cédées à la date de ce jour, et par conséquent à le dédommager au prorata du nombre de parts cédées de tout amoindrissement ou diminution de la valeur de l'actif ou de tout accroissement du passif de la société survenant postérieurement mais ayant une origine ou une cause antérieure aux présentes et résultant :

- soit d'un acte, d'une omission, d'un fait quelconque accompli, réalisé ou survenu en violation ou en contradiction avec les déclarations qui précèdent ;

- soit d'une réclamation, revendication, obligation ou évaluation à l'encontre de la société n'ayant pas fait l'objet d'une provision dans l'arrêté de comptes à la date de ce jour ;

- soit des comptes à établir postérieurement à la cession, de répartition au prorata entre **CEDANT** et **CESSIONNAIRE**, notamment pour les taxes, impôts, factures, droits, sans que cette liste soit limitative.

Cet engagement s'étend aux intérêts, pénalités, préavis, frais et dépenses fiscales ou autres quelconques et notamment aux honoraires d'avocats, de conseils, d'experts dus par la société ou le **CEDANT** à l'occasion tant de la survenance du fait générateur de la garantie que consécutifs à la mise en œuvre de celle-ci.

Pour la mise en œuvre de la garantie, les parties conviennent que le **CEDANT** sera tenu informé de toutes réclamations fiscales ou autres, de toute action contentieuse, de tout fait et événement générateurs de cette garantie. Il devra être avisé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les dix jours de la date à laquelle la société en aura connaissance, de toute vérification ou réclamation des administrations fiscales et sociales. Le **CEDANT** pourra désigner, s'il le désire, un mandataire chargé de suivre la discussion et l'instance avec l'administration ou le demandeur concurremment avec le ou les représentants de la société. Pour réclamer les sommes dues au **CEDANT**, celui-ci devra avoir donné préalablement son agrément à toute acceptation de réclamation, tout acquiescement ou toute transaction.

Les sommes dues par le **CEDANT** au **CESSIONNAIRE** en proportion des parts cédées lui seront versées dans le délai d'un mois à compter de la communication au **CEDANT** de la pièce justificative du débours telle qu'avertissement, avis de mise en recouvrement, jugement définitif, facture, sans que cette liste soit limitative.

Toutes notifications à intervenir en vertu du présent engagement de garantie seront effectuées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'Huissier de Justice.

La présente garantie ne peut en aucun cas jouer si le **CEDANT**, actionné en application de l'article 1857 du Code civil, a lui-même acquitté la dette. Elle est consentie pour une période de TRENTE-SIX (36) mois à compter des présentes, sauf en matière fiscale où elle expirera à la fin des délais de recours de l'Administration.

**SEQUESTRE**

Aucun séquestre n'a été convenu entre les parties.

**CREANCE DU CEDANT CONTRE LA SOCIETE**

De la situation comptable de la société GENDARCEL, arrêtée au 31 décembre 2015, il résulte l'existence d'un compte courant au nom du **CEDANT**, d'un montant de 64.700 euros.

Le **CEDANT** déclare que le montant du compte courant est à ce jour de 64.700 euros.

**CESSION DE CREANCE**

Le **CEDANT** cède au **CESSIONNAIRE** qui accepte, la totalité de sa créance contre la société soit la somme de **SOIXANTE-QUATRE MILLE SEPT CENTS EUROS (64 700,00 EUR)** qui en paie le montant aujourd'hui

même par la comptabilité du notaire soussigné, le **CEDANT** en donnant bonne et valable quittance.

**DONT QUITTANCE**

Par suite, le **CESSIONNAIRE** est subrogé à due concurrence dans tous les droits du **CEDANT** sur ce compte-courant.

**DISPENSE DE SIGNIFICATION**

Au présent acte interviennent, également en qualité de co-gérants de la société émettrice des parts cédées, Monsieur Pierre CELLIER et Madame Caroline STURTZ-VERDIER, lesquels :

- confirment que la société n'a reçu aucune opposition et n'a connaissance d'aucun empêchement pouvant arrêter ou suspendre l'effet de la présente cession ;

- déclarent au notaire soussigné ainsi qu'aux parties, qu'ils acceptent la présente cession de parts sociales et la reconnaissent opposable à la société, dispensant ainsi de la signification prévue par l'article 1690 du Code civil.

**DEMISSION DE MONSIEUR PIERRE CELLIER**

Monsieur Pierre CELLIER, CEDANT, ne détenant plus aucune part dans la société GENDARCEL, fait part à Madame Caroline STURTZ-VERDIER, également co-gérante de ladite société, de sa volonté de démissionner de ses fonctions de co-gérant à compter de ce jour.

**MISE A JOUR DES STATUTS**

Les statuts seront mis à jour pour tenir compte des modifications constatées aux présentes.

**FORMALITES - ENREGISTREMENT**

Dépôt au Greffe du Tribunal de commerce

La formalité de dépôt au greffe du tribunal de commerce auprès duquel la société est immatriculée, d'une copie authentique du présent acte sera effectuée par le notaire soussigné aux frais du **CESSIONNAIRE**

Tous pouvoirs étant donnés à tout porteur de copies authentiques du présent acte en vue de l'accomplissement de cette formalité.

Enregistrement

En vue de l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement, le **CEDANT** déclare :

- que les parts sociales cédées n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 727 du Code général des impôts ;

- que les droits applicables sur le prix de la présente cession sont ceux définis à l'article 726 I - 2° - du Code général des impôts.

L'assiette des droits de mutation est de SIX CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE SIX CENT SIX EUROS ET CINQUANTE-HUIT CENTIMES (674 606,58 EUR).

Par conséquent, les droits s'élèvent à : SIX CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE SIX CENT SIX EUROS ET CINQUANTE-HUIT CENTIMES (674 606,58 EUR) X 5% = **33 730,00 EUR.**

**PLUS-VALUES**

Le **CEDANT** déclare avoir été averti par le notaire soussigné que la présente cession entre dans le champ d'application des articles 150 U et suivants du Code général des impôts, la société étant à prépondérance

immobilière et relève des articles 8 à 8 ter du Code général des impôts. Par suite, la plus-value taxable, si elle existe, doit être déclaré et payée à la recette des impôts lors de l'enregistrement des présentes.

Il précise être propriétaire des parts objet des présentes, savoir :

**- pour les parts numérotées de 49 à 64** : suivant acte en date du 5 mai 1990, sus relaté. La valeur d'origine en pleine propriété de ces parts était de cent cinquante mille sept cent quarante et un euros (150 741 euros), soit une valeur unitaire de 9.421,35 euros.

Le précédent propriétaire était Monsieur Jacques CELLIER, décédé le 1er décembre 2006.

**- pour la part numérotée 97** : suivant acte en date du 13 avril 2010, sus relaté. La valeur unitaire de cette part était de TROIS MILLE SEPT CENTS EUROS (3 700,00 EUR).

Le **CEDANT** donne dès à présent pouvoir au notaire à l'effet de prélever sur le disponible du prix le montant de la plus-value déterminée sur l'imprimé 2048 M pour le verser au trésor public.

Il est précisé que le montant net de la plus-value immobilière visée aux articles 150 U à 150 UD du Code général des impôts doit être porté dans la déclaration de revenus numéro 2042. Dans cette hypothèse, le notaire remet au redevable de la plus-value, ou à chacun d'entre eux s'ils sont plusieurs, une copie de la déclaration 2048-IMM-SD déposée.

**Domicile fiscal**

Pour le contrôle de l'impôt, il déclare être effectivement domicilié à l'adresse sus-indiquée, dépendre actuellement du service des impôts de

SALLANCHES (74700) 1259 route du Rosay CS70136 et s'engager à signaler à ce dernier tout changement d'adresse.

**FRAIS**

Les frais, droits et honoraires du présent acte et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge du **CESSIONNAIRE**.

**ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure ou siège respectif.

**AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu. Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance, le présent acte n'est modifié ou contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

**MENTION LEGALE D'INFORMATION**

L'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Pour la réalisation de la finalité précitée, vos données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les partenaires légalement habilités tels que les services de la publicité foncière de la DGFIP,

- les offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales.

Pour les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013, les informations relatives à l'acte, au bien qui en est l'objet, aux montants de la transaction, des taxes, frais et commissions seront transmises au Conseil supérieur du notariat ou à son délégataire pour être transcrites dans une base de données immobilières.

En vertu de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du correspondant Informatique et Libertés désigné par l'office à : cil@notaires.fr.

**FORMALISME LIE AUX ANNEXES**

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

**DONT ACTE sans renvoi**

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature sur tablette numérique.

Puis le notaire qui a recueilli l'image de leur signature manuscrite a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique sécurisé

| | |
|---|---|
| **M. CELLIER Pierre Georges agissant en son nom et en qualité de représentant a signé**<br>à AIX LES BAINS<br>le 20 mai 2016 | |
| **Mme STURTZ Caroline Dominique Jacqueline agissant en son nom et en qualité de représentant a signé**<br>à AIX LES BAINS<br>le 20 mai 2016 | |

| | |
|---|---|
| **Mme CURTELIN Claire-Anaïs représentant de M. STURTZ Laurent a signé**<br>à AIX LES BAINS<br>le 20 mai 2016 | |
| **et le notaire Me PICHON VALERIE a signé**<br>à L'OFFICE<br>L'AN DEUX MILLE SEIZE<br>LE VINGT MAI | |

1 AV ANNE DE NEUBOURG
64100 BAYONNE

https://www.infogreffe.fr/controle

N° de gestion 2002D00056

*Extrait Kbis*

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**
à jour au 1 mai 2016

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

| | |
|---|---|
| *Immatriculation au RCS, numéro* | 317 640 605 R.C.S. Bayonne |
| *Date d'immatriculation* | 08/02/2002 |
| *Dénomination ou raison sociale* | **GENDARCEL** |
| *Forme juridique* | Société civile |
| *Capital social* | 1 524,00 Euros |
| *Adresse du siège* | Maison Berrueta Sare 64310 Ascain |
| *Durée de la personne morale* | Jusqu'au 17/01/2030 |

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES**

***Gérant - Associé***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | CELLIER Lise-Marie |
| *Date et lieu de naissance* | Le 11/01/1951 à AIX LES BAINS (73) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | MAISON BERRUETA SARE 64310 ASCAIN |

***Gérant - Associé***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | VERDIER Caroline |
| *Nom d'usage* | STURTZ VERDIER |
| *Date et lieu de naissance* | Le 10/03/1975 à Annecy (74) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | 39 - 47 rue du DR Blanche ( 75016 Paris 16 |

***Gérant - Associé***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | CELLIER Pierre |
| *Date et lieu de naissance* | Le 27/01/1966 à Aix-les-Bains (73) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | 170 chemin du Glapet 74120 Megève |

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

| | |
|---|---|
| *Adresse de l'établissement* | Maison Berrueta Sare 64310 Ascain |
| *Activité(s) exercée(s)* | Propriété gestion acquisition administration disposition et exploitation par bail location ou Atrement d'immeubles et de biens |
| *Date de commencement d'activité* | 18/12/2001 |
| *Origine du fonds ou de l'activité* | TRANSFERT DE SIEGE (ORIGINE HORS RESSORT) DE MEGECE (74120) 30 CHEMIN DES DARBELETS DEMIS QUARTIER RCS BONNEVILLE D 317 640 605 - 99D 203 A : SARE MAISON BERRUETA A COMPTER DU 18.12.01 |
| *Mode d'exploitation* | Exploitation directe |

**OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

| | |
|---|---|
| *- Mention n° 6247 du 18/11/2009* | Modification relative aux personnes dirigeantes et non dirigeantes à compter du 30.10.2009<br>Partant : CELLIER Jacques, Co-Gérant (décédé le 01.12.2006)<br>Nouveau : STURTZ VERDIER Caroline, Gérant associé |

Nouveau : CELLIER Pierre, Gérant associé

Changement de qualité : CELLIER Lise-Marie, Co-Gérant devient Gérant associé

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

# DÉBITEURS

Imprimer

## GENDARCEL

317 640 605
R.C.S. BAYONNE

**Adresse :** Maison Berrueta Sare 64310 Ascain
Greffe du Tribunal de Commerce de BAYONNE

*En cas de réserve, veuillez consulter le détail des inscriptions ci-après.*

**POUR RECEVOIR UN ETAT D'ENDETTEMENT DÉLIVRÉ ET CERTIFIÉ PAR LE GREFFIER**

ETAT AJOUTÉ

| TYPE D'INSCRIPTION | NOMBRE D'INSCRIPTIONS | FICHIER À JOUR AU | SOMMES CONSERVÉES |
|---|---|---|---|
| **Nantissements de parts de société civile** | Néant | 29/04/2016 | - |

18

# SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

## GENDARCEL

Imprimer

317 640 605 R.C.S. BAYONNE
**Adresse :** MAISON BERRUETA SARE 64310 ASCAIN
**Activité (code NAF):** Location de logements

---

**Le Greffier du Tribunal de Commerce de BAYONNE certifie que les recherches faites sur le registre du commerce et des sociétés pour les personnes immatriculées à ce registre et sur le répertoire général des affaires de la juridiction pour les personnes non immatriculées relativement à des procédures de :**

- Règlement judiciaire et Liquidation des biens (Loi du 13/07/1967)
- Redressement et Liquidation Judiciaire (Loi du 25/01/1985)
- Sauvegarde, Redressement et Liquidation Judiciaire (Loi du 26/07/2005)

concernant l'entreprise ci-dessus ont donné pour résultat :

NEANT

**Certificat délivré sous réserve :**

- de toute procédure collective ouverte par une autre juridiction et non portée à la connaissance du greffe ;
- de toute procédure collective dont les mentions au R.C.S. ont été radiées en application de l'un des articles suivants : R. 626-20, R. 123-135, ou R. 123-154 du Code de Commerce ; 36-1 ou 71 du décret n° 84-406 du 30 mai 1984 ;
- de toute radiation, non portée à la connaissance du greffe, de mentions inscrites à d'autres registres ou répertoires.

**Document délivré le**

Ces informations sont à jour à la date du 01/05/2016

**POUR RECEVOIR UN CERTIFICAT EN MATIÈRE DE PROCÉDURE COLLECTIVE DÉLIVRÉ ET CERTIFIÉ PAR LE GREFFIER**

CERTIFICAT AJOUTÉ

# SCI GENDARCEL

# Bilan

# Bilan

20

Présenté en Euros

| ACTIF | Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois) | | | Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois) | Variation |
|---|---|---|---|---|---|
| | Brut | Amort.prov. | Net | Net | |
| Capital souscrit non appelé (0) | | | | | |
| ***Actif immobilisé*** | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | |
| Recherche et développement | | | | | |
| Concessions, brevets, droits similaires | | | | | |
| Fonds commercial | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions | 1 630 552 | 727 302 | 903 250 | 947 421 | - 44 171 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 4 783 | 4 783 | | | |
| Immobilisations en cours | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équivalence | | | | | |
| Autres participations | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | |
| Prêts | | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | | |
| **TOTAL (I)** | **1 635 335** | **732 085** | **903 250** | **947 421** | **- 44 171** |
| ***Actif circulant*** | | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | | |
| En-cours de production de services | | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | | |
| Marchandises | | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 14 543 | | 14 543 | 9 750 | 4 793 |
| Autres créances | | | | | |
| . Fournisseurs débiteurs | | | | | |
| . Personnel | | | | | |
| . Organismes sociaux | | | | | |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | | | | | |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | 14 740 | | 14 740 | 15 382 | - 642 |
| . Autres | 3 468 | | 3 468 | 10 696 | - 7 228 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | |
| Disponibilités | 10 097 | | 10 097 | 112 860 | - 102 763 |
| Instruments de trésorerie | | | | | |
| Charges constatées d'avance | | | | | |
| **TOTAL (II)** | **42 847** | | **42 847** | **148 688** | **- 105 841** |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | | | | | |
| Ecarts de conversion actif (V) | | | | | |
| **TOTAL ACTIF (0 à V)** | **1 678 182** | **732 085** | **946 097** | **1 096 110** | **- 150 013** |

# Bilan (suite)

21

Présenté en Euros

| PASSIF | Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois) | Variation |
|---|---|---|---|
| ***Capitaux Propres*** | | | |
| Capital social ou individuel (dont versé : 1 524) | 1 524 | 1 524 | |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport ... | | | |
| Ecarts de réévaluation | | | |
| Réserve légale | | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées | | | |
| Autres réserves | | | |
| Report à nouveau | | | |
| Résultat de l'exercice | 67 708 | 15 471 | 52 23 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| Résultat de l'exercice précédent à affecter | | | |
| **TOTAL (I)** | **69 233** | **16 996** | **52 23** |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| **TOTAL (II)** | | | |
| ***Provisions pour risques et charges*** | | | |
| Provisions pour risques | | | |
| Provisions pour charges | | | |
| **TOTAL (III)** | | | |
| ***Emprunts et dettes*** | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres Emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | |
| . Emprunts | 178 389 | 218 914 | - 40 52 |
| . Découverts, concours bancaires | | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | | |
| . Divers | | | |
| . Associés | 663 399 | 809 928 | - 146 52 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 629 | 40 | 1 58 |
| Dettes fiscales et sociales | | | |
| . Personnel | | | |
| . Organismes sociaux | | | |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | | | |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | 860 | 1 201 | - 34 |
| . Etat, obligations cautionnées | | | |
| . Autres impôts, taxes et assimilés | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | 32 588 | 49 031 | - 16 44 |
| Instruments de trésorerie | | | |
| Produits constatés d'avance | | | |
| **TOTAL (IV)** | **876 865** | **1 079 114** | **- 202 24** |
| Ecart de conversion passif(V) | | | |
| **TOTAL PASSIF (I à V)** | **946 097** | **1 096 110** | **- 150 01** |

# SCI GENDARCEL

# Bilan détaillé

# Bilan détaillé

23

Présenté en Euros

| ACTIF | Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois) | | | Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois) | Variation |
|---|---|---|---|---|---|
| | Brut | Amort.prov. | Net | Net | |
| ***Actif immobilisé*** | | | | | |
| Constructions | **1 630 552** | **727 302** | **903 250** | **947 421** | **- 44 171** |
| *213100 BATIMENTS* | *1 541 325* | | *1 541 325* | *1 541 325* | |
| *213140 LOCAUX COMMERCIAUX* | *89 227* | | *89 227* | *89 227* | |
| *281300 AMORT CONST.APPARTEMENTS* | | *690 496* | *-690 496* | *-648 555* | *- 41 941* |
| *281400 AMORT CONST. LOCAUX COMMERC.* | | *36 806* | *-36 806* | *-34 575* | *- 2 231* |
| Autres immobilisations corporelles | **4 783** | **4 783** | | | |
| *218100 INSTALLATIONS GENERALES DIVERS* | *4 783* | | *4 783* | *4 783* | |
| *281810 AMORT.INST.AMENAGEMENTS DIVERS* | | *4 783* | *-4 783* | *-4 783* | |
| **TOTAL (I)** | 1 635 335 | 732 085 | 903 250 | 947 421 | - 44 171 |
| ***Actif circulant*** | | | | | |
| Clients et comptes rattachés | **14 543** | | **14 543** | **9 750** | **4 793** |
| *411000 CLIENTS D'EXPLOITATION* | *14 543* | | *14 543* | *9 750* | *4 793* |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | **14 740** | | **14 740** | **15 382** | **- 642** |
| *445660 TVA DEDUCTIBLE S/ABS* | *14 440* | | *14 440* | *14 440* | |
| *445661 TVA DEDUCTIBLE PRORATA* | *300* | | *300* | *942* | *- 642* |
| . Autres | **3 468** | | **3 468** | **10 696** | **- 7 228** |
| *455600 SCI PARICEL* | *3 100* | | *3 100* | *3 100* | |
| *478000 CHARGES DE COPROPRIETE* | | | | *4 241* | *- 4 241* |
| *478001 CHARGES ALINA* | | | | *31* | *- 31* |
| *478012 CHARGES GEBEL VERON* | | | | *507* | *- 507* |
| *478014 CHARGES PHONGSA* | | | | *55* | *- 55* |
| *478018 CHARGES DELAVAL* | | | | *118* | *- 118* |
| *478023 CHARGES GAN MARIENNEAU* | | | | *404* | *- 404* |
| *478028 CHARGES LAVIGNE/POIRIER* | | | | *272* | *- 272* |
| *478031 CHARGES MARAGE* | | | | *50* | *- 50* |
| *478032 CHARGES LOCATIVES BEGUE* | | | | *332* | *- 332* |
| *478133 CHARGES LOCATIVES BOUGES* | *368* | | *368* | *375* | *- 7* |
| *478134 CHARGES LOCATIVES BROWN* | | | | *571* | *- 571* |
| *478137 CHARGES LOCATIVES SEMERIKOVA* | | | | *362* | *- 362* |
| *478138 CHARGES LOCATIVES BARTHALON* | | | | *249* | *- 249* |
| *488707 HAREL EKRETSMANN* | | | | *30* | *- 30* |
| Disponibilités | **10 097** | | **10 097** | **112 860** | **- 102 763** |
| *512100 SOCIETE GENERALE 00020112292* | *10 097* | | *10 097* | *112 860* | *- 102 763* |
| **TOTAL (II)** | 42 847 | | 42 847 | 148 688 | - 105 841 |
| **TOTAL ACTIF (0 à V)** | 1 678 182 | 732 085 | 946 097 | 1 096 110 | - 150 013 |

# Bilan détaillé (suite)



Présenté en Euros

| PASSIF | Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois) | Variation |
|---|---|---|---|
| ***Capitaux Propres*** | | | |
| Capital social ou individuel (dont versé : 1 524) | **1 524** | **1 524** | |
| *101300 CAPITAL SOC.SOUSCR.APP.VERSE* | *1 524* | *1 524* | |
| Résultat de l'exercice | **67 708** | **15 471** | **52 237** |
| **TOTAL (I)** | **69 233** | **16 996** | **52 237** |
| | | | |
| **TOTAL (II)** | | | |
| ***Provisions pour risques et charges*** | | | |
| **TOTAL (III)** | | | |
| ***Emprunts et dettes*** | | | |
| . Emprunts | **178 389** | **218 914** | **- 40 525** |
| *164100 EMPRUNT SOCIETE GENERALE 40000* | *178 389* | *218 914* | *- 40 525* |
| Associés | **663 399** | **809 928** | **- 146 529** |
| *455120 CPTE COURANT LISE MARIE CELLIER* | *345 589* | *355 329* | *- 9 740* |
| *455300 CPTE COURANT PIERRE CELLIER* | *64 700* | *181 594* | *- 116 894* |
| *455400 CPTE COURANT CAROLINE VERDIER* | *235 542* | *255 436* | *- 19 894* |
| *455500 SCI DU COLOMBIER* | *17 569* | *17 569* | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | **1 629** | **40** | **1 589** |
| *401000 FOURNISSEURS COLLECTIFS* | *1 629* | *40* | *1 589* |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | **860** | **1 201** | **- 341** |
| *445510 TVA A DECAISSER* | *860* | *1 166* | *- 306* |
| *445713 TVA COLLECTEE 20%* | | *35* | *- 35* |
| Autres dettes | **32 588** | **49 031** | **- 16 443** |
| *411000 CLIENTS D'EXPLOITATION* | *1 444* | *3 805* | *- 2 361* |
| *478010 CHARGES FOURNIER* | *635* | *803* | *- 168* |
| *478016 CHARGES LEBAILLY* | | *46* | *- 46* |
| *478017 CHARGES VERDIER* | *150* | *17* | *133* |
| *478026 CHARGES VANACORE* | *778* | *1 034* | *- 256* |
| *478027 CHARGES COTON COMPANY* | *2 652* | *2 652* | |
| *478030 CHARGES AUBOSSU* | *276* | *774* | *- 498* |
| *478035 CHARGES LOCATIVES BEN AROUS* | *2 217* | *1 044* | *1 173* |
| *478040 CHARGES MAILLE CONCEPT* | *2 063* | *1 789* | *274* |
| *478043 CHARGES PARIENTI* | | *995* | *- 995* |
| *478044 CAUTION LEBAILLY THIAM* | | *670* | *- 670* |
| *478045 CHARGES OLDENBURG* | *1 287* | *1 838* | *- 551* |
| *478047 CHARGES SEGRE* | *1 323* | *330* | *993* |
| *478071 CHARGES HURET/FERESINI* | *150* | | *150* |
| *478072 CHARGES FALIERES* | *465* | | *465* |
| *478073 CHARGES PATON* | *200* | | *200* |
| *478136 CHARGES LOCATIVES BENHENIDA* | *510* | *706* | *- 196* |
| *478139 CHARGES LOCATIVES NUTTENS* | | *895* | *- 895* |
| *478140 CHARGES GUENEC* | *136* | *479* | *- 343* |
| *478141 CHARGES MUKAWA* | *370* | *600* | *- 230* |
| *488710 CAUTION FOURNIER* | *2 000* | *2 000* | |
| *488712 CAUTION GEBEL VERONIQUE* | | *1 982* | *- 1 982* |
| *488714 CAUTION PHONGSA* | | *976* | *- 976* |
| *488716 CAUTION CAILLON* | | *1 433* | *- 1 433* |
| *488720 CAUTION ROUDIE LOPEZ* | | *2 134* | *- 2 134* |
| *488727 CAUTION STE COTON COMPANY* | *3 811* | *3 811* | |
| *488730 CAUTION AUBOSSU* | | *2 600* | *- 2 600* |
| *488733 CAUTION BOUGES* | *1 050* | *1 050* | |
| *488735 CAUTION BROWN* | | *2 165* | *- 2 165* |

| PASSIF | Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois) | Variation |
|---|---|---|---|
| *488736 CAUTION BENHENIDA* | *1 300* | *1 300* | |
| *488737 CAUTION HADJ HENNI* | *2 500* | *2 500* | |
| *488743 CAUTION MAILLE CONCEPT* | *3 811* | *3 811* | |
| *488745 CAUTION BETTINA OLDENBURG* | | *1 700* | *- 1 700* |
| *488747 CAUTION GUENEC* | | *700* | *- 700* |
| *488748 CAUTION MUKAWA* | | *700* | *- 700* |
| *488749 CAUTION SEGRE* | *1 690* | *1 690* | |
| *488772 CAUTION FALIERES LAURENCE* | *1 770* | | *1 770* |
| **TOTAL (IV)** | 876 865 | 1 079 114 | **- 202 249** |
| | | | |
| **TOTAL PASSIF (I à V)** | 946 097 | 1 096 110 | - 150 013 |

# SCI GENDARCEL

# Compte de résultat

# Compte de résultat

27

Présenté en Euros

| | Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois) | | | Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois) | Variation absolue | % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | France | Exportations | Total | Total | | |
| Ventes de marchandises | | | | | | |
| Production vendue biens | | | | | | |
| Production vendue services | 176 842 | | 176 842 | 178 226 | - 1 384 | -0,78 |
| **Chiffres d'affaires Nets** | **176 842** | | **176 842** | **178 226** | **- 1 384** | **-0,78** |
| Production stockée | | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | | | |
| Reprises sur amort. et prov., transfert de charges | | | 13 230 | 13 222 | 8 | 0,06 |
| Autres produits | | | 534 | 20 | 514 | N/S |
| **Total des produits d'exploitation (I)** | | | **190 606** | **191 468** | **- 862** | **-0,48** |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | | | |
| Variation de stock (matières premières et autres approv.) | | | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 52 217 | 108 783 | - 56 566 | -52,00 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 8 089 | 7 934 | 155 | 1,95 |
| Salaires et traitements | | | | | | |
| Charges sociales | | | | | | |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | | 44 171 | 44 171 | | 0,00 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | | | | | | |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | | | | |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | | | | | | |
| Autres charges | | | 4 774 | 236 | 4 538 | N/S |
| **Total des charges d'exploitation (II)** | | | **109 252** | **161 124** | **- 51 872** | **-32,19** |
| **RESULTAT EXPLOITATION (I-II)** | | | **81 354** | **30 344** | **51 010** | **168,1** |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun | | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| Différences positives de change | | | | | | |
| Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement | | | | | | |
| **Total des produits financiers (V)** | | | | | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | 13 646 | 14 873 | - 1 227 | -8,25 |
| Différences négatives de change | | | | | | |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| **Total des charges financières (VI)** | | | **13 646** | **14 873** | **- 1 227** | **-8,2** |
| **RESULTAT FINANCIER (V-VI)** | | | **-13 646** | **-14 873** | **1 227** | **8,2** |
| **RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)** | | | **67 708** | **15 471** | **52 237** | **337,6** |

# Compte de résultat



Présenté en Euros

| | Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois) | | | Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois) | Variation absolue | % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | France | Exportations | Total | Total | | |
| Ventes de marchandises | | | | | | |
| Production vendue biens | | | | | | |
| Production vendue services | 176 842 | | 176 842 | 178 226 | - 1 384 | -0,78 |
| **Chiffres d'affaires Nets** | **176 842** | | **176 842** | **178 226** | **- 1 384** | **-0,78** |
| Production stockée | | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | | | |
| Reprises sur amort. et prov., transfert de charges | | | 13 230 | 13 222 | 8 | 0,06 |
| Autres produits | | | 534 | 20 | 514 | N/S |
| **Total des produits d'exploitation (I)** | | | **190 606** | **191 468** | **- 862** | **-0,45** |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | | | |
| Variation de stock (matières premières et autres approv.) | | | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 52 217 | 108 783 | - 56 566 | -52,00 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 8 089 | 7 934 | 155 | 1,95 |
| Salaires et traitements | | | | | | |
| Charges sociales | | | | | | |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | | 44 171 | 44 171 | | 0,00 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | | | | | | |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | | | | |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | | | | | | |
| Autres charges | | | 4 774 | 236 | 4 538 | N/S |
| **Total des charges d'exploitation (II)** | | | **109 252** | **161 124** | **- 51 872** | **-32,19** |
| **RESULTAT EXPLOITATION (I-II)** | | | **81 354** | **30 344** | **51 010** | **168,11** |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun | | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| Différences positives de change | | | | | | |
| Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement | | | | | | |
| **Total des produits financiers (V)** | | | | | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | 13 646 | 14 873 | - 1 227 | -8,25 |
| Différences négatives de change | | | | | | |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| **Total des charges financières (VI)** | | | **13 646** | **14 873** | **- 1 227** | **-8,25** |
| **RESULTAT FINANCIER (V-VI)** | | | **-13 646** | **-14 873** | **1 227** | **8,25** |
| **RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)** | | | **67 708** | **15 471** | **52 237** | **337,64** |

# Compte de résultat (suite)

29

Présenté en Euros

| | Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois) | Variation absolue | % |
|---|---|---|---|---|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | |
| **Total des produits exceptionnels (VII)** | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | | | |
| **Total des charges exceptionnelles (VIII)** | | | | |
| **RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)** | | | | |
| Participation des salariés (IX) | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | | | | |
| **Total des Produits (I+III+V+VII)** | 190 606 | 191 468 | - 862 | -0,45 |
| **Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)** | 122 898 | 175 997 | - 53 099 | -30,17 |
| **RESULTAT NET** | 67 708 | 15 471 | 52 237 | 337,64 |
| Dont Crédit-bail mobilier | | | | |
| Dont Crédit-bail immobilier | | | | |

# SCI GENDARCEL

# Compte de résultat détaillé

# Compte de résultat détaillé

31

Présenté en Euros

| | Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois) | | | Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois) | Variation absolue | % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | France | Exportations | Total | Total | | |
| Production vendue services | **176 842** | | **176 842** | **178 226** | **- 1 384** | **-0,78** |
| *706110 LOCATION FOURNIER* | *14 183* | | *14 183* | *14 107* | *76* | *0,54* |
| *706117 LOCATIONS VERDIER* | *1 350* | | *1 350* | | *1 350* | *N/S* |
| *706126 LOCATION VANACORE* | *16 099* | | *16 099* | *16 013* | *86* | *0,54* |
| *706130 LOCATION AUBOSSU* | *13 142* | | *13 142* | *17 438* | *- 4 296* | *-24,64* |
| *706131 LOCATION GUENEC* | *5 658* | | *5 658* | *8 453* | *- 2 795* | *-33,07* |
| *706133 LOYER BOUGES* | *13 881* | | *13 881* | *13 785* | *96* | *0,70* |
| *706135 LOYER BEN AROUS* | *30 069* | | *30 069* | *17 500* | *12 569* | *71,82* |
| *706136 LOCATION BENHENIDA* | *16 637* | | *16 637* | *16 561* | *76* | *0,46* |
| *706139 LOYER NUTTENS* | | | | *9 373* | *- 9 373* | *-100* |
| *706140 LOCATIONS MAILLE CONCEPT* | *16 424* | | *16 424* | *16 392* | *32* | *0,20* |
| *706145 LOCATION OLDENBURG* | *12 685* | | *12 685* | *21 134* | *- 8 449* | *-39,98* |
| *706146 LOCATION PARIENTI* | | | | *13 896* | *- 13 896* | *-100* |
| *706147 LOCATION SEGRE* | *18 964* | | *18 964* | *5 134* | *13 830* | *269,38* |
| *706148 LOCATION MUKAWA* | *6 486* | | *6 486* | *8 439* | *- 1 953* | *-23,14* |
| *706171 LOCATION HURET/FERESINI* | *2 250* | | *2 250* | | *2 250* | *N/S* |
| *706172 LOCATION FALIERES* | *6 185* | | *6 185* | | *6 185* | *N/S* |
| *706173 LOCATIONS PATON* | *2 830* | | *2 830* | | *2 830* | *N/S* |
| **Chiffre d'affaires Net** | 176 842 | | 176 842 | 178 226 | - 1 384 | -0,78 |

Présenté en Euros

| | Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois) | Variation absolue | % |
|---|---|---|---|---|
| Reprises sur amortissements et provisions, transfert de | **13 230** | **13 222** | **8** | **0,06** |
| *791100 REMBT CH* | *13 230* | *13 222* | *8* | *0,06* |
| Autres produits | **534** | **20** | **514** | **N/S** |
| *758000 PRODUITS DE GESTION COURANTE* | *201* | *20* | *181* | *905,00* |
| *758001 PRODUITS GEST : charges locati* | *333* | | *333* | *N/S* |
| **Total des produits d'exploitation (I)** | 190 606 | 191 468 | - 862 | -0,45 |
| Autres achats et charges externes | **52 217** | **108 783** | **- 56 566** | **-52,00** |
| *606110 ELECTRICITE* | *248* | *272* | *- 24* | *-8,82* |
| *606130 EAU* | *2 524* | *2 728* | *- 204* | *-7,48* |
| *606400 FOURNITURES ADMINISTRATIVES* | *401* | *52* | *349* | *671,15* |
| *613500 LOCATIONS MOBILIERES* | *1 408* | *1 369* | *39* | *2,85* |
| *614000 CHARGES LOCATIVES CO-PROPRIETE* | *5 970* | *6 037* | *- 67* | *-1,11* |
| *615220 ENTRETIEN REPARAT.BATIMENTS* | *23 763* | *82 487* | *- 58 724* | *-71,19* |
| *615221 ENTRETIEN REPARAT LOCAL COMMERCIAL* | *2 433* | *8 355* | *- 5 922* | *-70,88* |
| *615530 ENT.REP.MATERIEL DE BUREAU* | | *124* | *- 124* | *-100* |
| *616100 PRIME ASSURANCES* | *4 061* | *3 872* | *189* | *4,88* |
| *616101 P ASSURANCE LOCAL COM* | *416* | *392* | *24* | *6,12* |
| *622600 HONORAIRES* | *5 569* | *2 329* | *3 240* | *139,12* |
| *622610 HONORAIRES LOCAL* | *570* | *236* | *334* | *141,53* |
| *622650 AUTRES HONORAIRES* | *4 136* | | *4 136* | *N/S* |
| *626100 AFFRANCHISSEMENTS* | *245* | *284* | *- 39* | *-13,73* |
| *627000 SERVICES BANCAIRES ASSIMILES* | *474* | *245* | *229* | *93,47* |
| Impôts, taxes et versements assimilés | **8 089** | **7 934** | **155** | **1,95** |
| *635120 TAXES FONCIERES* | *4 962* | *4 843* | *119* | *2,46* |
| *635121 TAXES FONCIERES LOCAL COM* | *508* | *491* | *17* | *3,46* |
| *635130 AUTRES IMPOTS LOCAUX* | *337* | *337* | | *0,00* |
| *635131 AUT IMPOTS LOC/LOCAL COM* | *34* | *34* | | *0,00* |
| *635810 TAXES ORDURES MENAGERES* | *2 248* | *2 229* | *19* | *0,85* |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | **44 171** | **44 171** | | **0,00** |
| *681120 DOTATIONS AMORT.IMMOB.CORPORELLES* | *41 941* | *41 941* | | *0,00* |
| *681121 DOT AUX AMORTS LOCAL COM* | *2 231* | *2 231* | | *0,00* |
| Autres charges | **4 774** | **236** | **4 538** | **N/S** |
| *658000 CHG DIVERSES GESTION COURANTE* | *2 682* | *236* | *2 446* | *N/S* |

| | Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois) | Variation absolue | 32% |
|---|---|---|---|---|
| *658001 CHARGE GESTION : charges locatives* | *2 092* | | *2 092* | *N/S* |
| **Total des charges d'exploitation (II)** | 109 252 | 161 124 | - 51 872 | -32,19 |
| **RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)** | **81 354** | **30 344** | **51 010** | **168,11** |
| Intérêts et charges assimilées | **13 646** | **14 873** | **- 1 227** | **-8,25** |
| *661100 INTERETS EMPRUNTS ET DETTES* | *12 378* | *13 505* | *- 1 127* | *-8,35* |
| *661101 INTERETS/EMP LOCAL COM* | *1 267* | *1 368* | *- 101* | *-7,38* |
| **Total des charges financières (VI)** | 13 646 | 14 873 | - 1 227 | -8,25 |
| **RESULTAT FINANCIER (V-VI)** | **-13 646** | **-14 873** | **1 227** | **8,25** |
| **RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)** | **67 708** | **15 471** | **52 237** | **337,64** |
| **Total des Produits (I+III+V+VII)** | 190 606 | 191 468 | - 862 | -0,45 |
| **Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)** | 122 898 | 175 997 | - 53 099 | -30,17 |
| **RESULTAT NET** | **67 708** | **15 471** | **52 237** | **337,64** |

*N'omettez pas :*
*- de porter vos initiales en bas de chaque page à l'exception de la dernière ;*
*- d'inscrire la mention « lu et approuvé, bon pour pouvoir », dater et signer sur la dernière page.*
*- de remplir cette procuration devant un officier d'état civil ou un notaire qui légalisera votre signature*

**PROCURATION**

**LE SOUSSIGNE :**

Monsieur Laurent Bertrand Paul **STURTZ**, consultant, époux de Madame Caroline Dominique Jacqueline **VERDIER**, demeurant à VIROFLAY (78220), 7 rue du Colonel Fabien.

Né à CHARENTON-LE-PONT (94220) le 21 mars 1973,

Marié à la mairie de AIX-LES-BAINS (73100)le 17 mai 2008 sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts régi par les articles 1400 et suivants du Code civil, aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Muriel CARPON, notaire à LE VESINET (78110), le 13 mai 2008.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommé le " **CONSTITUANT** ".

Lequel **CONSTITUANT** a, par ces présentes, constitué pour mandataire :

Madame Caroline Dominique Jacqueline **VERDIER**, son épouse, née à ANNECY (74000) le 10 mars 1975.

Ou à défaut tout clerc de l'étude de Maîtres Gilles GREFFIOZ, Jean-Louis TOUVET, Stéphanie DAL DOSSO, Valérie PICHON, notaires associés à AIX LES BAINS (Savoie) 6, rue des Prés Riants.

**A l'effet d'intervenir,** en vertu des dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, à un acte à recevoir par l'Office Notarial de Maîtres Gilles GREFFIOZ, Jean-Louis TOUVET, Stéphanie DAL DOSSO, Valérie PICHON, Notaires associés 6, rue des Prés-Riants à AIX-LES-BAINS (Savoie), devant contenir ACQUISITION par son conjoint Madame Caroline Dominique Jacqueline VERDIER, sus-nommée, de DIX SEPT (17) parts sociales de la société Civile dénommée « GENDARCEL », société civile immobilière au capital de 1.524 euros, dont le siège social est situé Maison Berrueta Sare 64310 Ascain, identifiée au SIREN sous le numéro 317640605 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BAYONNE, lesdites parts appartenant à Monsieur Pierre CELLIER.

Moyennant le prix de SIX CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE SIX CENT SIX EUROS ET CINQUANTE-HUIT CENTIMES (674 606,58 EUR)

A CET EFFET RECONNAITRE ETRE INFORME :

LS

- que ladite acquisition aura lieu au moyen des deniers d'un prêt consenti par la société générale ; lequel prêt sera remboursé au moyen de fonds dépendant de la communauté existant entre les époux.

- qu'en vertu de l'article 1832-2 et en qualité de conjoint commun en bien de l'acquéreur, Madame VERDIER, il a la faculté de revendiquer la qualité d'associé pour la moitié des parts acquises par cette dernière.

ET DECLARER renoncer définitivement à revendiquer la qualité d'associé pour la moitié des parts ci-dessus acquises par son conjoint.

Déclarer en outre notamment comme le CONSTITUANT le fait ici sans en justifier et sans que ces déclarations puissent dispenser les tiers d'exiger les justifications nécessaires :

- Que son identité est celle indiquée en tête des présentes.

- Qu'il n'est pas en état de redressement, de liquidation judiciaire ou de biens, ni frappé d'une quelconque incapacité.

**DECHARGE DE MANDAT**

A la suite de ces opérations, le mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura fait en vertu du présent mandat sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

**Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, documents et pièces, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.**

**ARTICLE 4- REMUNERATION POUR L'ETABLISSEMENT DES PRESENTES**

*Article 4 du décret numéro 78-262 du 8 Mars 1978 modifié, portant tarif des notaires.*

*« Les notaires sont rémunérés pour les services rendus dans l'exercice des activités non prévues au titre II et compatibles avec la fonction notariale par des honoraires fixés d'un commun accord entre les parties, ou, à défaut, par le Juge chargé de la taxation.*

*« Sont notamment rémunérées, conformément à l'alinéa précédent, les consultations données par les notaires.*

*« Dans tous les cas, le client doit être préalablement averti par écrit du caractère onéreux de la prestation de service et du montant estimé ou du mode de calcul de la rémunération à prévoir. »*

En rémunération du travail effectué pour la préparation et la rédaction de la présente, il est dû à l'Office Notarial de Maîtres Gilles GREFFIOZ , Jean-Louis TOUVET, Stéphanie DAL DOSSO et Valérie PICHON, Notaires associés 6, rue des Prés-Riants à AIX-LES-BAINS (Savoie), conformément à l'article 4 du décret n°78-262 du 8 Mars 1978, sus relaté, un honoraire à la charge du mandant fixé à la somme de 54 euros toutes taxes comprises (45 euros HT).

**Toutefois, concernant spécialement l'établissement de la présente procuration il ne sera du aucun honoraire à ce titre.**

**MENTION LEGALE D'INFORMATION**

L'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Pour la réalisation de la finalité précitée, vos données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

LS

- les partenaires légalement habilités tels que les services de la publicité foncière de la DGFIP,
- les offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales.

En vertu de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant en s'adressant au correspondant Informatique et Libertés désigné par l'office à : cil@notaires.fr.

**Fait à** Viroflay
**Le** 17/05/2016

Lu et approuvé

Bon pour pouvoir

Vu à la Mairie de VIROFLAY pour
la légalisation de la Signature de
M. STURTZ Laurent
Apposée ci-dessus
Viroflay, le 17 MAI 2016

MAIRIE DE VIROFLAY - YVELINES

Pour le Maire
L'Agent Communal Délégué

Liste des annexes :

- Kbis, état des nantissement, état des procédures

- bilan et compte de résultat

- procuration Monsieur STURTZ

Le(s) soussigné(s) déclare(nt) avoir pris connaissance de l'ensemble des annexes qui précèdent.

| | |
|---|---|
| **M. CELLIER Pierre Georges agissant en son nom et en qualité de représentant a signé**<br>à AIX LES BAINS<br>le 20 mai 2016 | |
| **Mme STURTZ Caroline Dominique Jacqueline agissant en son nom et en qualité de représentant a signé**<br>à AIX LES BAINS<br>le 20 mai 2016 | |
| **Mme CURTELIN Claire-Anaïs représentant de M. STURTZ Laurent a signé**<br>à AIX LES BAINS<br>le 20 mai 2016 | |

**POUR COPIE AUTHENTIQUE**

**Rédigée sur 37 pages, réalisée par reprographie, délivrée et certifiée conforme comme étant la reproduction exacte de l'original par le Notaire associé soussigné.**

Me Valérie PICHON, Notaire d'AIX-LES-BAINS (Savoie)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE